

Confédération suisse  
Département fédéral des finances / DFF  
Service juridique DFF  
A l'attention de M. Oliver Zibung  
Chef suppléant Réglementation  
3003 Berne

Paudex, le 5 septembre 2016  
SB/dv

**Modification de l'ordonnance sur les fonds propres (couverture en fonds propres des dérivés et des parts de fonds)**

**Procédure de consultation**

Monsieur,

Nous avons pris connaissance du projet cité en référence par le biais de votre lettre adressée aux milieux intéressés du 13 juin 2016 et nous prenons la liberté de vous communiquer ci-après notre position.

**A. Considérations générales**

Nous relevons d'emblée que l'actuel projet de modification de l'ordonnance fédérale sur les fonds propres (OFR) concerne, de manière ciblée, les méthodes de couverture que les banques doivent assurer s'agissant des fonds propres des dérivés et des parts de fonds, c'est-à-dire des avoirs bancaires spécifiques. D'un autre côté, nous observons aussi que le présent projet de modification de l'OFR s'inscrit dans le contexte plus large de la réforme du droit bancaire et financier, initiée par la Confédération dès 2011, suite à la crise financière de 2008/2009, en vue d'obliger les banques à renforcer leurs fonds propres. Cette réforme est due au fait que les grandes banques font peser sur la place financière et l'ensemble de l'économie suisse un risque systémique vu leur caractéristique d'être «too big to fail» (TBTF). Ainsi, l'actuel projet de modification de l'OFR n'est qu'une des dernières composantes techniques pour parachever la nouvelle législation bancaire suisse, qui est aussi destinée à mettre le droit suisse en conformité avec la réforme du dispositif réglementaire international issu de l'accord dit de Bâle III.

La Fédération patronale vaudoise a accompagné, avec un œil critique mais pragmatiquement favorable sur le principe, l'ensemble du processus législatif contraignant les banques à renforcer leurs fonds propres pour pouvoir faire face au défi systémique et de se conformer à la nouvelle réglementation bancaire internationale issue de l'accord Bâle III. En effet, avec 61 milliards de francs de valeur ajoutée, la place financière suisse représente près de 10% du PIB suisse et doit dès lors être régie par une législation bancaire et financière qui soit actuelle, efficace et respectueuse des plus récents standards réglementaires internationaux en la matière. Cette cohérence du droit suisse avec le cadre réglementaire international permet d'un autre côté aussi aux banques suisses de préserver leur pleine compétitivité face aux concurrents étrangers.

La FPV a également approuvé la mise en place du dispositif TBTF suisse en regard du fait que les deux grandes banques, CS et UBS, continuent à exercer sur notre économie un risque systémique important puisqu'elles réunissent toujours des actifs représentant environ 1,5 fois le PIB annuel nominal suisse chacune (UBS: 943 milliards *total assets* au 31.12.15, CS 820,8 milliards *total assets* en février 2015 alors que le PIB suisse atteint environ 680 milliards par an). En conséquence, la FPV a aussi soutenu, au début de cette année, la précédente modification de l'OFR et de l'ordonnance sur les banques (OB) afin de réadapter à la hausse les paramètres liés aux exigences de fonds propres à détenir par les banques qui sont d'importance systémique (dispositif suisse de recalibrage TBTF).

*Nous entrons dès lors en matière sur la modification de l'OFR actuellement proposée.*

## **B. Evaluation du projet de modification de l'OFR**

### **I. L'adoption dans l'OFR de l'approche standard selon le dispositif «Bâle III»**

La modification de l'art. 56 al. 1 et la reformulation complète conjointe de l'art. 57 OFR visent à abolir la «Méthode de la valeur de marché» et à réformer entièrement la méthode standard pour pouvoir calculer les équivalents-crédit des dérivés, parce que ces règles de calcul datant du début des années 2000 sont dépassées. La nouvelle approche standard sera conforme à la *Standardised Approach for Counterparty Credit Risk* (SA-CCR) du Comité de Bâle. De plus, nous relevons que la FINMA a développé une approche simplifiée pour les établissements des catégories de surveillance 4 et 5 (Annexe 3 OB), c'est-à-dire pour les acteurs du marché financier de taille moyenne, avec un risque moyen ainsi que pour les petits acteurs à risque faible; or ces établissements représentent près de 90% des banques suisses. Pour la plupart des banques, les positions sur dérivés ne représentent par ailleurs qu'une petite part du risque de crédit (en moyenne 2% des fonds propres minimaux). Les grandes banques ayant des positions sur dérivés plus importantes appliquent de toute façon une méthode spécifique à leur établissement qui est approuvées par la FINMA (conformément au nouvel art. 56 al. 1 let. c OFR, actuel art. 56 al. 1 let. b OFR). Enfin, un délai transitoire jusqu'en juillet 2017 est prévu pour la mise en œuvre complète des deux nouvelles approches de calcul des équivalents-crédit des dérivés selon les nouveaux articles 56 et 57 OFR.

*En regard de ce qui précède, nous pouvons approuver l'introduction dans l'OFR de la nouvelle approche standard en matière d'équivalents-crédits pour dérivés conformément au modèle Bâle III (Standardised Approach for Counterparty Credit Risk, SA-CCR).*

### **II. Les nouvelles règles en matière de couverture en fonds propres pour les parts de fonds détenues dans les portefeuilles de la banque**

Les nouvelles règles proposées en matière de couverture en fonds propres pour les parts de fonds détenues dans le portefeuille de banque (nouveaux art. 63 al. 3 let. f et f<sup>bis</sup> ainsi que 66 al. 3<sup>bis</sup> OFR), se fondent aussi sur les leçons de la crise bancaire et financière 2008/9 qui ont été tirées sur le plan international et suisse. On a notamment observé qu'après la crise les acteurs financiers ont déployé une «tendance à rassembler sous forme de 'fonds' des positions de titrisation qui devaient être fortement couvertes par des fonds propres, afin de pouvoir appliquer les règles de fonds propres moins exigeantes qui sont réservées aux fonds» (rapport explicatif, p 3). Or, autant le régulateur international (G-20, Comité de Bâle et *Financial Stability Board*) que le législateur suisse et l'autorité de surveillance helvétique (FINMA) sont désormais très sensibilisés à l'enjeu des risques afférents aux rapports comptables qui existent entre, d'une part, les exigences de fonds propres à détenir par les banques et, d'autre part, les expositions «titrisées» et autres opérations avec des «parts de patrimoines gérés collectivement» que pratiquent les instituts financiers (*idem*, p. 4).

Certes, le fait de ne plus pouvoir pondérer au moyen des notations externes les titres de participation et les parts de patrimoines gérés collectivement (nouvel art. 63 al. 3 let. f et f<sup>bis</sup> OFR) implique un nouveau et sévère «tour de vis» de la définition de ce que constituent les fonds propres pouvant garantir valablement les futures expositions à risques opérées par les banques – notamment en matière d'activité d'investissement.

Mais cette nouvelle réglementation suisse ne fait, à nouveau, que transposer en droit interne des prescriptions internationales émises par le Comité de Bâle dès décembre 2013 et précisées ensuite par le *Financial Stability Board* (rapport explicatif, p. 5). La volonté affichée tant par le régulateur international que par le législateur suisse est de forcer la main aux banques de rendre plus transparentes leurs actions d'investissements à court terme par le biais de produits dérivés et d'autres fonds («parts de patrimoines gérés collectivement»). En outre, le rehaussement des exigences en fonds propres détenus par la banque, rend ces opérations risquées beaucoup plus onéreuses. De la sorte, les banques et leurs actionnaires seront incités à pratiquer moins d'investissements hasardeux, d'une part, et encouragés de prendre des engagements financiers plus durables et efficaces à moyen et long terme, d'autre part. Il s'agit donc que de l'achèvement, sur le plan technique, de l'objectif politique et macroéconomique initial de la nouvelle réglementation internationale issue de Bâle III ainsi que de l'ensemble du train de mesures suisse adopté depuis 2012 par étapes successives pour renforcer les fonds propres et limiter le risque systémique inhérent à l'enjeu TBTF.

*En définitive, puisque les modifications de l'OFR relatifs aux parts de fonds détenues dans le portefeuille des banques ne constituent pas une réglementation unilatérale suisse mais, au contraire, ne font que transposer fidèlement en droit interne les plus récentes exigences internationales en la matière, sans ajout inutile ni Swiss Finish, nous pouvons aussi accepter cette deuxième partie du projet (nouveaux art. 62 al. 5, 63 al. 3 let. f et f<sup>bis</sup> ainsi que art. 66 al. 3<sup>bis</sup> OFR).*



### Conclusion

Bien que la mise en œuvre d'une nouvelle approche standard concernant le calcul des équivalents-crédits des dérivés entraînera des charges pour les banques et que la nouvelle pondération-risque des parts de fonds devrait aussi impliquer une certaine hausse des coûts, nous approuvons le projet de modification de l'ordonnance sur les fonds propres (couverture en fonds propres des dérivés et des parts de fonds) parce que celui-ci transpose en droit suisse les plus récents et, espérons-le, derniers développements techniques de la réglementation internationale financière dite de Bâle III pour, si ce n'est juguler définitivement, au moins contenir durablement à un niveau acceptable les risques globaux et nationaux qui hantent 'la planète finance' depuis la faillite de la banque d'investissement *Lehman Brothers* en 2008.



Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ce qui précède et vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Centre Patronal



Stéphane Bloetzer

05.09.16

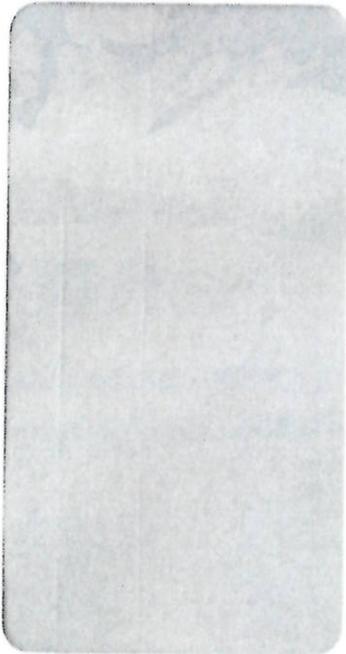
1.00

CH - 1001  
Lausanne

2043293



A  
STANDARD  
LAPOSTE 



regulierung@gs-efd.admin.ch  
Eidgenössisches Finanzdepartement EFD  
Rechtsdienst EFD  
Fritz Ammann  
Bernernhof  
3003 Bern

Zürich, 14. September 2016

**Vernehmlassung Eigenmittelverordnung (ERV) „Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen“**

Sehr geehrter Herr Ammann

Für die Zustellung der Unterlagen im Zusammenhang mit der Vernehmlassung zur eingangs erwähnten Änderung der ERV danken wir bestens. Die Kommission für Bankenprüfung von EXPERTsuisse hat den Entwurf studiert. In Bezug auf die vorgesehene Übergangsfrist sind wir der Meinung, dass diese angesichts der Komplexität der Materie zu kurz bemessen ist und empfehlen, eine Verlängerung in Betracht zu ziehen. Einige weitere Hinweise haben wir in der Beilage zusammengefasst.

Für Fragen stehen Ihnen die Unterzeichnenden gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse  
EXPERTsuisse



Dr. Thorsten Kleibold  
Mitglied der Geschäftsleitung



Rolf Walker  
Präsident der Kommission  
für Bankenprüfung

Art.	Text gemäss Entwurf	Änderungsvorschläge	Begründung / Bemerkungen
4 Bst. i (neu)	n/a	<b><u>Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen: Alle verwalteten Vermögen, unabhängig vom Domizil und von der Rechtsform, insbesondere auch alle Investmentgesellschaften ohne die Einschränkung nach Art. 2 Absatz 3 des Kollektivanlagengesetzes vom 23. Juni 2006 (KAG) sowie interne Sondervermögen nach Artikel 4 KAG. Ausgenommen sind einzig die unter Artikel 2 Absatz 2 Buchstaben a-e und g KAG geführten Tatbestände.</u></b>	Es wird ein neuer Begriff eingeführt, der im Erläuterungsbericht auf Seite 7 definiert wird. Wir regen im Sinne der Rechtssicherheit an, diese Begriffsdefinition in Artikel 4 ERV aufzunehmen (und nicht erst in Rz 330 des E-FINMA-RS 17/xx).
107	Derivate werden nach den Artikeln 56–59 in der Fassung vom 1. Juni 2012 in ihr Kreditäquivalent umgerechnet.	Derivate werden nach den <b><u>in Anhang 10 wiedergegebenen</u></b> Artikeln 56–59 in der Fassung vom 1. Juni 2012 in ihr Kreditäquivalent umgerechnet.	Im Sinne der Leserfreundlichkeit regen wir an den Wortlaut der Art. 56 – 59 in der Fassung vom 1. Juni 2012 in einem neuen Anhang wiederzugeben. Damit kann vermieden werden, dass im gleichen Dokument zwei Verweise auf eine frühere Version bzw. auf eine Vorgängerversion (vgl. Art. 137) enthalten sind.
148g	1 Die Berechnung der Kreditäquivalente von Derivaten nach den Artikeln 56–59 hat spätestens sechs Monate ab dem Inkrafttreten der Änderung vom ... zu erfolgen. 2 Die Gewichtung der Positionen innerhalb der Positionsklasse nach Artikel 63 Absatz 3 Buchstabe f <sup>bis</sup> hat spätestens sechs Monate ab dem Inkrafttreten der Änderung vom ... gemäss Artikel 66 Absatz 3bis zu erfolgen.	1 Die Berechnung der Kreditäquivalente von Derivaten nach den Artikeln 56–59 <b><u>für die Ermittlung der erforderlichen Eigenmittel</u></b> hat spätestens sechs Monate ab dem Inkrafttreten der Änderung vom ... zu erfolgen. 2 Die Gewichtung der Positionen innerhalb der Positionsklasse nach Artikel 63 Absatz 3 Buchstabe f <sup>bis</sup> hat spätestens sechs Monate ab dem Inkrafttreten der Änderung vom ... gemäss Artikel 66 Absatz 3bis zu erfolgen	Klarstellung, da Art. 137 i.V.m. Art. 107 bezüglich der Risikoverteilungsvorschriften auf eine ältere Version der ERV verweist.  In Bezug auf die Übergangsfrist für die Derivate gestatten wir uns den Hinweis, dass wir diese angesichts der Komplexität als sehr kurz betrachten.

FDP.Die Liberalen, Postfach, 3001 Bern

Generalsekretariat EFD  
Eidgenössisches Finanzdepartement  
Bundesgasse 3  
3003 Bern

Bern, 6. September 2016 / AG  
VL Eigenmittelverordnung

## Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen) Vernehmlassungsantwort der FDP.Die Liberalen

Sehr geehrte Damen und Herren

Für Ihre Einladung zur Vernehmlassung der oben genannten Vorlage danken wir Ihnen. Gerne geben wir Ihnen im Folgenden von unserer Position Kenntnis.

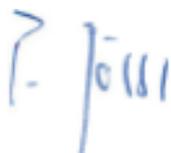
FDP.Die Liberalen unterstützt die Änderung der Eigenmittelverordnung. Die Neuregelung basiert auf den Vorschlägen der nationalen Arbeitsgruppe Basel III „Eigenmittel“ und wurde in einer Wirkungsstudie auch schon erprobt. Sie setzt einerseits internationale Verpflichtungen um und ist andererseits in der betroffenen Branche breit abgestützt.

Wie schon mehrfach von unserer Partei kritisiert, bedeutet eine hohe Regulierungskadenz eine grosse Rechtsunsicherheit für die betroffene Branche. Die Notwendigkeit einer Regulierung ist daher immer sorgfältig zu prüfen. Falls dennoch eine Änderung der Rechtsgrundlage notwendig wird, ist der Aufwand der Regulierung immer so gering wie möglich zu halten. Beide Punkte scheinen bei vorliegender Verordnung durch die enge Zusammenarbeit mit der Branche im Vorfeld gegeben. Zusätzlich muss der Branche aber auch genügend Zeit zur Verfügung stehen, um die Änderungen umzusetzen. Hier weist die Verordnung Mängel auf. Wir beantragen daher, dass die Übergangsfrist zur Umsetzung vom 1.1.2017 mindestens auf den 1.1.2018 verlängert wird.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und die Berücksichtigung unserer Argumente.

Freundliche Grüsse  
FDP.Die Liberalen  
Die Präsidentin

Der Generalsekretär



Petra Gössi  
Nationalrätin



Samuel Lanz

## REGIERUNGSRAT

Regierungsgebäude, 5001 Aarau  
Telefon 062 835 12 40, Fax 062 835 12 50  
regierungsrat@ag.ch  
www.ag.ch/regierungsrat

### A-Post Plus

Eidgenössisches Finanzdepartement  
Generalsekretariat  
Bundesgasse 3  
3003 Bern

7. September 2016

### **Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen); Vernehmlassung**

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Juni 2016 haben Sie uns zum Vernehmlassungsverfahren zur Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen) eingeladen. Wir danken Ihnen dafür und machen gerne von dieser Möglichkeit Gebrauch.

Der Regierungsrat des Kantons Aargau begrüsst es, dass mit den neuen Instrumenten die bestehenden Risiken im Bankensektor weiter verringert werden sollen. Er stimmt daher den beabsichtigten Änderungen der Verordnung über die Eigenmittel und Risikoverteilung für Banken und Effekthändler (Eigenmittelverordnung, ERV) mit dem nachfolgenden Änderungsbegehren zu.

Die Berechnungsmethoden gemäss Art. 56–58 ERV für Derivate sollen per 1. Januar 2017 geändert werden. Die Umrechnung der Derivate betreffend Risikoverteilung (Klumpenrisiken) soll dagegen noch nach dem bis anhin geltenden Recht erfolgen; eine Revision wird erst auf den 1. Januar 2019 in Aussicht gestellt. Die Banken müssen demnach die Berechnung der Eigenmittelunterlegung für Derivate und für Klumpenrisiken während zweier Jahre mit zwei unterschiedlichen Methoden vornehmen, was den Aufwand unnötig vergrössert. Es soll die Änderung der Eigenmittelverordnung deshalb erst per 1. Januar 2019 erwogen werden.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Vernehmlassung.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrats

Susanne Hochuli  
Landammann

Vincenza Trivigno  
Staatsschreiberin

Kopie

- regulierung@gs-efd.admin.ch

GS / EFD  
+ u Z. Sep. 2016 +  
Registratur



KANTON  
APPENZELL INNERRHODEN

**Landammann und Standeskommission**

Sekretariat Ratskanzlei  
Marktgasse 2  
9050 Appenzell  
Telefon +41 71 788 93 24  
Telefax +41 71 788 93 39  
michaela.inauen@rk.ai.ch  
www.ai.ch

Ratskanzlei, Marktgasse 2, 9050 Appenzell

Eidg. Finanzdepartement  
3003 Bern

Appenzell, 1. September 2016

**Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und  
Fondsanteilen)  
Stellungnahme Kanton Appenzell I.Rh.**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf Ihr Schreiben vom 13. Juni 2016, mit welchem Sie um Stellungnahme zur Änderung der Eigenmittelverordnung ersuchen.

Die Standeskommission ist mit den Neuregelungen und der Umsetzung der zwei Ergänzungen zur internationalen Rahmenvereinbarung Basel III einverstanden.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

**Im Auftrage von Landammann und Standeskommission**

Der Ratschreiber:

  
Markus Dörig

*Zur Kenntnis an:*

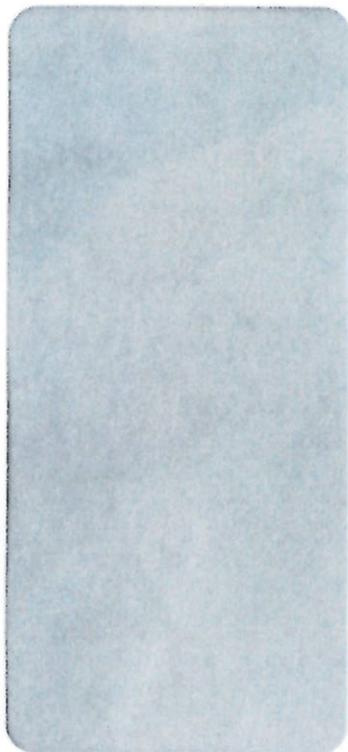
- regulierung@gs-efd.admin.ch
- Finanzdepartement Appenzell I.Rh., Marktgasse 2, 9050 Appenzell
- Ständerat Ivo Bischofberger, Ackerweg 4, 9413 Oberegg
- Nationalrat Daniel Fässler, Weissbadstrasse 3a, 9050 Appenzell



KANTON  
APPENZELL INNERRHODEN



**P.P.**  
CH-9050 Appenzell  
Post CH AG



## Nikodijevic Marija GS-EFD

---

**Von:** Müggler Joe <Joe.Mueggler@AR.CH>  
**Gesendet:** Freitag, 8. Juli 2016 13:11  
**An:** \_EFD-RD-Regulierung  
**Betreff:** Vernehmlassung zur Änderung der Eigenmittelverordnung

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Zustellung der Vernehmlassung. Das Geschäft wurde zur direkten Erledigung unserem Departement zugewiesen.

Nach Durchsicht der Unterlagen darf ich Ihnen mitteilen, dass Appenzell Ausserrhoden auf eine Stellungnahme verzichtet.

Mit freundlichen Grüssen  
Joe Müggler

Appenzell Ausserrhoden  
Departement Finanzen  
Departementssekretariat Finanzen  
Regierungsgebäude  
9102 Herisau  
[www.ar.ch](http://www.ar.ch)

Joe Müggler, Departementssekretär  
Telefon +41 71 353 68 11  
[joe.mueggler@ar.ch](mailto:joe.mueggler@ar.ch)

Regierungsrat, Rathausstrasse 2, 4410 Liestal

Rechtsdienst EFD  
z.H. Herr Oliver Zibung  
Bundesgasse 3  
3003 Bern

Liestal, 30. August 2016  
ur

**Vernehmlassung zur Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen)**

Sehr geehrter Herr Zibung

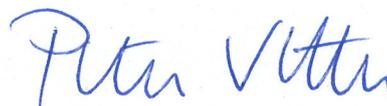
Wir beziehen uns auf Ihr Schreiben vom 25. November 2015 zum oben erwähnten Geschäft und nehmen dazu gerne Stellung.

Wir begrüßen die vorgeschlagenen Änderungen und haben keine Bemerkungen zu dieser Verordnungsrevision. Für die Möglichkeit zur Teilnahme am Vernehmlassungsverfahren bedanken wir uns.

Freundliche Grüsse



Thomas Weber, Regierungspräsident



Peter Vetter, Landschreiber



Rathaus, Marktplatz 9  
CH-4001 Basel

Tel.: +41 61 267 85 16  
Fax: +41 61 267 85 72  
E-Mail: [staatskanzlei@bs.ch](mailto:staatskanzlei@bs.ch)  
[www.regierungsrat.bs.ch](http://www.regierungsrat.bs.ch)

Eidgenössisches Finanzdepartement

Email: [regulierung@gs-efd.admin.ch](mailto:regulierung@gs-efd.admin.ch)

Basel, 7. September 2016

### Regierungsratsbeschluss vom 6. September 2016

#### Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanleihen)

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Juni 2016 übermittelten Sie uns eine Vernehmlassungsvorlage zur Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanleihen) mit der Bitte um Stellungnahme.

Der Kanton Basel-Stadt begrüsst die Änderung der Eigenmittelverordnung, mit der zwei Ergänzungen der internationalen Rahmenvereinbarung Basel III umgesetzt werden. Bemängeln möchten wir jedoch die sehr kurze Zeitspanne zwischen Ende der Vernehmlassung und dem geplanten Inkrafttreten der Bestimmungen per 1. Januar 2017.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Vernehmlassung.

Mit freundlichen Grüssen,

im Namen des Regierungsrates des Kantons Basel-Stadt

  
Dr. Guy Morin  
Präsident

  
Barbara Schüpbach-Guggenbühl  
Staatsschreiberin



ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE  
Staatsrat SR

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 10 40, F +41 26 305 10 48  
www.fr.ch/ce

Conseil d'Etat  
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

Département fédéral des finances  
Secrétariat général  
regulierung@gs-efd.admin.ch

*Fribourg, le 23 août 2016*

**Projet de modification de l'ordonnance sur les fonds propres (couverture en fonds propres des dérivés et des parts de fonds)  
Réponse à la procédure de consultation**

Madame, Monsieur,

Nous nous référons à votre courrier du 13 juin 2016 concernant l'objet noté en titre. Conformément au rapport explicatif, le projet de modification de l'ordonnance sur les fonds propres mis en consultation correspond à la stratégie du Conseil fédéral concernant la reprise des principaux standards internationaux dans le domaine financier et n'aura pas d'incidences directes pour les cantons. Il ne suscite dès lors pas d'opposition de notre part.

Nous regrettons toutefois que ce projet ne prenne pas suffisamment en compte les intérêts des banques cantonales faisant partie de la catégorie de surveillance 3, dont la Banque cantonale de Fribourg, dès lors que seuls les établissements classés dans les catégories 4 et 5 ont la possibilité de bénéficier d'une approche simplifiée.

En vous remerciant de nous avoir consultés, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

**Au nom du Conseil d'Etat :**

Marie Garnier  
Présidente



Danielle Gagnaux-Morel  
Chancelière d'Etat



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE  
Chancellerie d'Etat  
**Service administratif du Conseil d'Etat**

GS / EFD		
+	15. Sep. 2016	+
Registratur		

CHA - SACE  
Case postale 3964  
1211 Genève 3

Département fédéral des finances (DFF)  
Monsieur Fritz Ammann  
Chef du Service juridique  
Bundesgasse 3  
3003 Berne

N° du courrier : 4813-2016

Genève, le 14 septembre 2016

**Concerne : modification de l'ordonnance sur les fonds propres (couverture en fonds propres des dérivés et des parts de fonds) - procédure de consultation**

Monsieur,

La Chancellerie d'Etat nous prie de vous transmettre, sous ce pli, une copie du courrier adressé ce jour, à Monsieur Ueli Maurer, conseiller fédéral, relatif à l'objet mentionné sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Service administratif  
du Conseil d'Etat

Annexe mentionnée



Genève, le 14 septembre 2016

**Le Conseil d'Etat**

4813-2016

Département fédéral des finances (DFF)  
Monsieur Ueli Maurer  
Conseiller fédéral  
Secrétariat général DFF  
Bundesgasse 3  
3003 Berne

**Concerne : modification de l'ordonnance sur les fonds propres (couverture en fonds propres des dérivés et des parts de fonds) - procédure de consultation**

Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous avons bien reçu votre courrier du 13 juin 2016 concernant la modification de l'ordonnance sur les fonds propres et nous vous remercions d'avoir sollicité l'avis de notre Conseil.

Nous vous informons que notre Conseil soutient le projet de modification considéré dont la teneur n'appelle pas d'observations particulières de notre part, exception faite pour ce qui a trait au délai transitoire.

En effet, au vu de la complexité des changements à opérer pour les institutions financières concernées, le délai transitoire actuel (jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2017) paraît trop contraignant et une prolongation serait souhaitable (jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018).

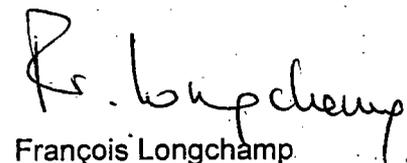
En vous réitérant nos remerciements pour votre consultation, nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de notre haute considération.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :

  
Anja Wyden Guelpa

Le président :

  
François Longchamp

Copie à : Monsieur Fritz Ammann, chef du Service juridique DFF



REPUBLIQUE  
ET CANTON  
DE GENEVE

POSE TENEZMAS LIII

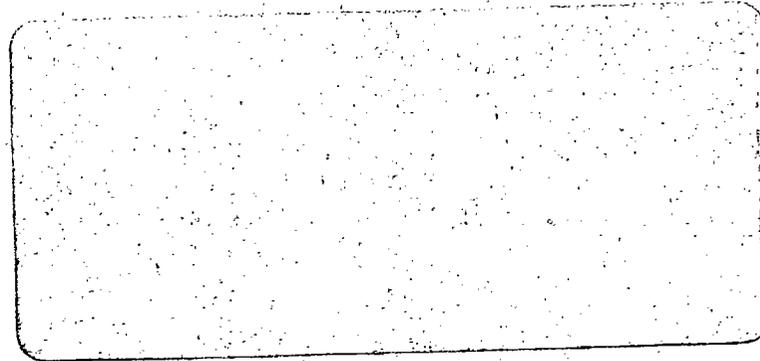
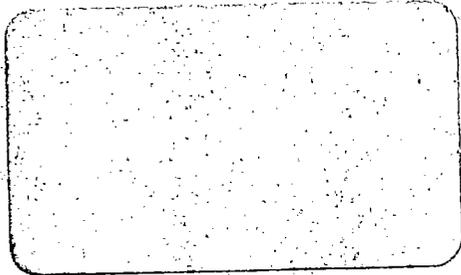
A

14.09.16

CH - 1200  
Affr. Poste  
2090020  
30001452

1.00

A  
STANDARD  
LA POSTE 



Glarus, 16. August 2016  
Unsere Ref: 2016-104

**Vernehmlassung i. S. Änderung der Eigenmittelverordnung (ERV); Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen**

Hochgeachteter Herr Bundesrat  
Sehr geehrte Damen und Herren

Das Eidgenössische Finanzdepartement gab uns in eingangs genannter Angelegenheit die Möglichkeit zur Stellungnahme. Dafür danken wir und teilen Ihnen mit, dass wir aufgrund geringer Betroffenheit auf eine Stellungnahme verzichten.

Genehmigen Sie, hochgeachteter Herr Bundesrat, sehr geehrte Damen und Herren, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Freundliche Grüsse

**Für den Regierungsrat**



Rolf Widmer  
Landammann

Hansjörg Dürst  
Ratsschreiber

E-Mail an: regulierung@gs-efd.admin.ch

versandt am: **17. Aug. 2016**



Sitzung vom

13. September 2016

Mitgeteilt den

13. September 2016

Protokoll Nr.

793

Eidgenössisches Finanzdepartement  
Bundesrat Ueli Maurer  
Bundesgasse 3  
3003 Bern

auch per E-Mail an: [regulierung@gs-efd.admin.ch](mailto:regulierung@gs-efd.admin.ch)

## **Vernehmlassung zur Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen)**

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Mit Schreiben vom 13. Juni 2016 laden Sie uns zur Vernehmlassung betreffend die Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen) ein. Dafür bedanken wir uns und nehmen die Gelegenheit gerne wahr. Wir beschränken uns auf die aus unserer Sicht wesentlichen Revisionspunkte.

### **Generelle Feststellung**

Vorweg ist zu bemängeln, dass in der Regulierung der Banken zu wenig differenziert wird. Gerade Banken mit übersichtlichen und nicht komplexen Geschäftsaktivitäten der FINMA-Kategorie 3, zu der auch die Graubündner Kantonalbank zählt, werden unverhältnismässig stark betroffen. Sie werden in immer kürzeren Abständen mit neuen regulatorischen Auflagen konfrontiert, welche zumeist mit sehr kurzen Umsetzungsfristen einhergehen. Es werden neue Modelle und Methoden eingeführt, welche immer komplexer werden. Die Folge ist ein kontinuierlich steigender Umsetzungsaufwand, welcher insbesondere für die kleineren und mittleren Banken unverhältnismässig ist und zu überproportional hohen Kosten führt. Zudem ist es fraglich, ob die neuen Modelle besser sind als ihre Vorgängermodelle.

## Besondere Anliegen

### 1. Umsetzung des Proportionalitätsprinzips

Das ausdrückliche Bekenntnis zum Proportionalitätsprinzip ist zu begrüßen. Kleinere Banken der Aufsichtskategorien 4 und 5 dürfen für die Berechnung der Kreditäquivalente von Derivaten und bei kollektiven Vermögen im Bankenbuch vereinfachte Verfahren anwenden. Der Vorschlag geht indes zu wenig weit. Die vereinfachten Verfahren sollten unbedingt auch Banken der Kategorie 3 offen stehen, wenn sie unter den definierten Schwellenwerten liegen. Sie sind gleich wie Banken der Kategorien 4 und 5 zu behandeln, um von den Erleichterungen profitieren zu können.

### 2. Standardansatz für die Kreditäquivalente von Derivaten

Mittelgrosse Banken der Aufsichtskategorie 3, darunter die Graubündner Kantonalbank, müssen den neuen, sehr komplexen Standardansatz zur Berechnung der Kreditäquivalente von Derivaten (Standardised Approach for Counterparty Credit Risk, SA-CCR) anwenden. Demgegenüber können nur Banken der Aufsichtskategorien 4 und 5 den vereinfachten SA-CCR einsetzen. Das ist unverhältnismässig, da die hohen Umsetzungsanforderungen und Systemkosten sowie die hohe Komplexität des neuen Standardansatzes für eine mittelgrosse Bank der Kategorie 3 in keinem angemessenen Verhältnis zu den beabsichtigten Verbesserungen stehen. Es sollte deshalb im Grundsatz auch für eine Bank der Kategorie 3 möglich sein, die vereinfachte Form des SA-CCR anzuwenden. Die Anwendbarkeit des vereinfachten SA-CCR sollte sich zudem nicht ausschliesslich auf die Aufsichtskategorie beziehen, sondern vielmehr auch auf das Volumen bzw. die Zusammensetzung des Derivateportfolios einer Bank.

Wir bedanken uns für die Gelegenheit zur Stellungnahme und für die Berücksichtigung unserer Anliegen.



Namens der Regierung

Der Präsident:

Dr. Chr. Rathgeb

Der Kanzleidirektor:

Dr. C. Riesen



---

**Finanzdepartement**

Bahnhofstrasse 19  
6002 Luzern  
Telefon 041 228 55 47  
Telefax 041 210 83 01  
info.fd@lu.ch  
www.lu.ch

Öffnungszeiten:  
Montag - Freitag  
08:00 - 11:45 und 13:30 - 17:00

Eidgenössisches Finanzdepartement

Per E-Mail an (Word- und PDF-Version):  
regulierung@gs-efd.admin.ch

Luzern, 23. August 2016

Protokoll-Nr.: 842

**Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen)**

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Juni 2016 haben Sie die Kantonsregierungen zur Vernehmlassung zu eingangs erwähnter Vorlage eingeladen.

Im Namen und Auftrag des Regierungsrats teile ich Ihnen mit, dass der Kanton Luzern mit der Vorlage einverstanden ist und keine weiteren Bemerkungen anzubringen hat.

Ich danke Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse



Marcel Schwerzmann  
Regierungspräsident



→ RD (GS)

**LE CONSEIL D'ÉTAT**

DE LA RÉPUBLIQUE ET  
CANTON DE NEUCHÂTEL

Par courrier électronique  
Département fédéral des finances  
Palais fédéral  
3003 Berne

### Consultation relative à la modification de l'ordonnance sur les fonds propres (OFR)

Monsieur le conseiller fédéral,

Nous remercions le Département fédéral des finances d'avoir bien voulu consulter le canton de Neuchâtel sur la modification de l'ordonnance sur les fonds propres (OFR).

Les documents qui nous ont été remis à cette occasion ont été soigneusement examinés et nous permettent de vous faire part de nos observations.

#### Prise de position du Conseil d'État

Nous sommes favorables à la mise en vigueur des deux compléments apportés au dispositif international de Bâle III qui permettent un renforcement de la surveillance et de la réglementation du système bancaire.

Ces deux compléments n'ont d'effet négatif ni sur les finances cantonales ni sur la Banque cantonale neuchâteloise (BCN) sur cette problématique qui sera soumise à l'approche standard simplifiée dont l'impact sur l'institut est neutre.

En vous remerciant de l'attention que vous portez à notre prise de position, nous vous prions d'agréer, Monsieur le conseiller fédéral, l'expression de notre haute considération.

Neuchâtel, le 14 septembre 2016



Au nom du Conseil d'État :

*Le président,*  
J.-N. KARAKASH

*La chancelière,*  
S. DESPLAND

NE

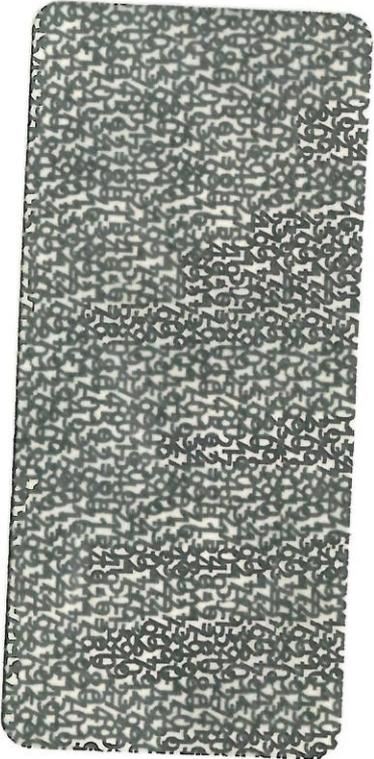
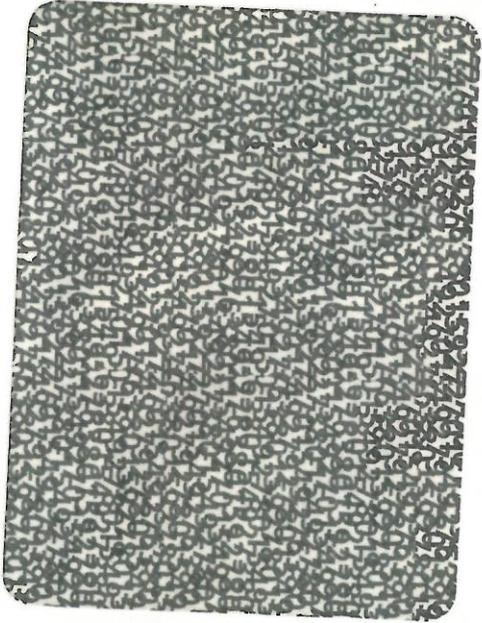


RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL

**CHANCELLERIE D'ÉTAT**

Département fédéral des finances  
Palais fédéral  
3003 Berne

**AVEC NOS COMPLIMENTS**



**16.09.16**      **0.85**  
CH - 1300  
Affr. Poste  
2090003  
30001564

 **B**  
STANDARD  
**LAPOSTE** 



CH-6371 Stans, Dorfplatz 2, Postfach 1246, STK

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD  
Herr Fritz Ammann  
Leiter Rechtsdienst  
Bundesgasse 3  
3003 Bern

Telefon 041 618 79 02  
staatskanzlei@nw.ch  
Stans, 13. September 2016

## **Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen). Stellungnahme**

Sehr geehrter Herr Ammann

Wir beziehen uns auf Ihr Schreiben vom 13. Juni 2016 an die Kantonsregierungen, worin Sie die Kantone um eine Stellungnahme zur Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen) ersuchen. Wir bedanken uns für die Gelegenheit dazu und lassen uns wie folgt vernehmen:

Mit der Verordnungsänderung werden zwei Ergänzungen der internationalen Rahmenvereinbarung Basel III umgesetzt. Dabei handelt es sich um den neuen Standardansatz zur Berechnung der Kreditäquivalente von Derivaten (*Standardised Approach for Counterparty Credit Risk, SA-CCR*) sowie um neue Regeln zur Eigenmittelunterlegung bei im Bankenbuch gehaltenen Fondsanteilen.

Dass die FINMA das Proportionalitätsprinzip zu beachten versucht ist zu begrüßen. Auch dass sie für Bankinstitute mit vergleichsweise geringen Derivateexposures einen vereinfachten Standardised Approach to Counterparty Credit Risk (SA-CCR) entwickelt hat. Dennoch ist der vereinfachte SA-CCR noch zu komplex und impliziert einen sehr hohen Umsetzungsaufwand, verbunden mit sehr umfangreichen Datenanforderungen. Die Gewichtung von verwalteten Vermögen (VKV) und die ökonomisch wenig sinnvollen und übertriebenen Eigenmittelanforderungen sehen wir kritisch.

Mit den neuen vereinfachten SA-CCR wird die künftige Berechnung der erforderlichen Eigenmittel um ein mehrfaches komplexer (ohne zusätzlichen Wert) und erfordert umfangreiche Investitionen in die IT-Software und in neu aufzubauende IT-Schnittstellen. Vor die diesem Hintergrund wird begrüsst, wenn die Anwendbarkeit der Marktwertmethode für Banken mit unwesentlicher Derivateaktivität weiterhin möglich ist.

Im Rahmen der NAG „Basel III“ wurde festgehalten, dass die Vorgaben des BCBS nicht eins zu eins in die Schweizer Regulierungsvorgaben übernommen werden sollten, sondern wo sinnvoll, nationale Lösungswege zu suchen sind. Insbesondere vor dem Hintergrund der tendenziell steigenden Komplexität der Regelwerke des BCBS sollten die nationalen Aspekte wieder vermehrt berücksichtigt werden.

In diesem Zusammenhang erweisen sich beispielsweise die vorgesehenen Verfahren für VKV als derart anspruchsvoll, dass eine Umsetzung kaum oder nur für einzelne homogene Fonds durchführbar ist (Look-Through-Ansatz (LTA), mandatsbasierter Ansatz (MBA) und

andererseits die Anwendung (Fallback-Ansatz / FBA) mit einer hohen Eigenmittelunterlegung bestraft wird. Banken sind somit wegen der Komplexität der LTA und MBA gezwungen auf den FBA auszuweichen.

Während für den Bund und die Behörden keine direkten Auswirkungen zu erwarten sind, wird die technische Implementierung des neuen Standardsatzes zur Berechnung der Kreditäquivalente von Derivaten für viele Banken mit Aufwand verbunden sein. Diesem Aufwand sowie den Auswirkungen auf die resultierenden Eigenmittel sollen von der FINMA entwickelte Vereinfachungen für kleine und mittlere Institute entgegenwirken. Diese Institute machen gegen 90 Prozent der gesamten Bankenpopulation aus.

Wir danken Ihnen, dass Sie unsere Anmerkungen in Ihre weiteren Arbeiten einfließen lassen.

Freundliche Grüsse  
NAMENS DES REGIERUNGSRATES



Ueli Amstad  
Landammann



lic. iur. Hugo Murer  
Landschreiber

Geht an:

- [regulierung@gs-efd.admin.ch](mailto:regulierung@gs-efd.admin.ch)



CH-6061 Sarnen, St. Antonistrasse 4, FD

per Mail an:  
regulierung@gs-efd.admin.ch

Sarnen, 11. August 2016

### **Änderung der Eigenmittelverordnung; Verzicht auf eine Stellungnahme**

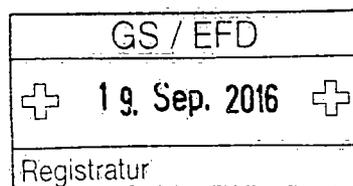
Sehr geehrter Herr Ammann, sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme betreffend Änderung der Eigenmittelverordnung.

Da die Änderungen nur sehr geringe Auswirkungen auf den Kanton Obwalden haben, verzichten wir auf eine Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Maya Büchi-Kaiser  
Regierungsrätin



Regierung des Kantons St.Gallen, Regierungsgebäude, 9001 St.Gallen

Eidgenössisches Finanzdepartement  
Bundesgasse 3  
3000 Bern

Regierung des Kantons St.Gallen  
Regierungsgebäude  
9001 St.Gallen  
T +41 58 229 32 60  
F +41 58 229 38 96

St.Gallen, 15. September 2016

### **Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen); Vernehmlassungsantwort**

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Wir bedanken uns für die Möglichkeit der Stellungnahme zur Änderung der eidgenössischen Eigenmittelverordnung (SR 952.03). Als Mehrheitsaktionär der St.Galler Kantonalbank (SGKB) sind wir von den vorgeschlagenen Verordnungsanpassungen indirekt betroffen. Die SGKB hat in erster Linie Berührungspunkte zur Neuregelung der Berechnung der Kreditäquivalente von Derivatpositionen. Da die SGKB in der Regel keine Fondsanteile für eigene Rechnung in ihrem Bankenbuch hält, ist sie von der zweiten Änderung (Eigenmittelunterlegung bei Fondsanteilen) höchstens in Ausnahmefällen tangiert. Wir beschränken uns in den Ausführungen daher auf die zur Diskussion stehende Änderung der Kreditäquivalent-Berechnung. Gerne äussern wir uns dazu folgendermassen:

Mit der vorliegenden Änderung der Eigenmittelverordnung sowie der darauf abstützenden Umsetzung in Form des neuen FINMA-Rundschreibens «Kreditrisiken Banken» sollen Bestandteile der internationalen Rahmenvereinbarung Basel III ins nationale Recht übernommen werden. Die verschiedenen Standards unter Basel III wurden im Nachgang zur jüngsten internationalen Finanzkrise durch ein internationales Gremium erarbeitet. Sie richten sich konsequenterweise an Instituten aus, deren Risikoprofile sich in der Krise als entsprechend verletzlich erwiesen. Die überwiegende Mehrheit der Akteure des Schweizer Finanzplatzes, namentlich die regional tätigen Institute, wie Kantonal- und Regionalbanken, sind schwergewichtig im Spar- und Hypothekarmarkt engagiert. Sie weisen daher ein von der Zielgruppe der Basel-III-Standards stark abweichendes Risikoprofil auf. Diese Unterschiede in der Risikoprofilierung gilt es bei der nationalen Umsetzung der vom Basler Ausschuss erarbeiteten Standards angemessen zu berücksichtigen, da sonst das Primat eines positiven Kosten/Nutzen-Verhältnisses neuer Regulative verletzt würde.

Die FINMA versucht diesem Aspekt üblicherweise dadurch gerecht zu werden, dass sie im Rahmen ihrer Kategorisierung der Banken den kleineren Instituten der Kategorien 4 und 5 Erleichterungen in Form vereinfachter Verfahren zugesteht. So auch im vorliegenden Fall, wo sie insbesondere für die Bemessung des Kreditäquivalents von Derivatpositionen den Banken der Kategorien 4 und 5 einen vereinfachten Ansatz zur Verfügung stellt.



Während Letztere zwar anzahlmässig gegen 90 Prozent der gesamten Bankenpopulation ausmachen, dürfte ihre Marktstellung, gemessen an Bilanzsumme und Geschäftsvolumen, einen umgekehrt proportionalen Anteil in Anspruch nehmen. Nachdem die Kategorie 1 den Grossbanken vorbehalten ist, wird ein Grossteil der durch regional bzw. kantonal tätige Institute gehaltenen Marktanteile somit auf Banken der Kategorie 3 entfallen. Hier präsentiert sich nun folgendes Bild.

Gemäss eigenen Berechnungen der FINMA ist aufgrund des neuen Standardansatzes zur Berechnung der Kreditäquivalente von Derivaten bei diesen Instituten im Durchschnitt mit einer Erhöhung der Eigenmittelanforderungen im Ausmass von 0,2 Prozent zu rechnen. Wenn man nun die mittleren und grösseren Kantonalbanken wie die SGKKB betrachtet, die wir grossmehrheitlich in der Kategorie 3 verorten, so weisen diese heute schon Eigenmittelüberschüsse aus, die weit über diesen zusätzlich Bedarf hinausgehen. So gesehen scheint der Nutzen, der dem Finanzplatz aus der Anwendung des neuen Standards erwachsen soll, zumindest im Fall der beschriebenen Bankengruppe der Kategorie 3 äusserst marginal zu sein.

Für die Implementierung der neuen Verfahren ist bankenseitig aber mit einem erheblichen Aufwand zu rechnen, ebenso für den anschliessenden Unterhalt der adaptierten Systeme sowie die zusätzlich erforderlichen periodischen Prüfhandlungen seitens der externen Revisionsgesellschaft. Einem tendenziell eher etwas fiktiven Nutzen stehen für die betroffenen Kategorie-3-Banken somit signifikante Kosten gegenüber.

Basierend auf diesen Überlegungen schlagen wir vor, eine Ausdehnung des vereinfachten Ansatzes auch auf die Banken der Kategorie 3 zu prüfen. Sollte sich dies aufgrund der allfälligen Heterogenität der Risikoprofile innerhalb dieser Kategorie als nicht opportun erweisen, so wäre unseres Erachtens eine Differenzierung innerhalb dieser Kategorie nach Instituten mit und ohne Eigenhandel zu erwägen. Da das aus der Unschärfe des bisherigen Berechnungsverfahrens resultierende Risiko, dem mit dem neuen Standardansatz begegnet werden soll, nur bei Banken mit signifikanten Derivate-Handelspositionen materiell wird, dürfte das Kriterium des Eigenhandels eine risikoadäquate Differenzierung zwischen den Instituten der Kategorie 3 erlauben. Banken ohne Eigenhandel wäre in der Folge die Anwendung des vereinfachten Verfahrens zu gewähren.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Im Namen der Regierung

Martin Klöti  
Präsident

Canisius Braun  
Staatssekretär



Zustellung auch per E-Mail an:  
regulierung@gs-efd.admin.ch

**Kanton St.Gallen**



**15.09.16**

**A**  
CH-9001  
St. Gallen

**1.00**

A  
STANDARD



**DIÉ POST** 

2000047

Regierung des Kantons St.Gallen, Regierungsgebäude, 9001 St.Gallen

Eidgenössisches Finanzdepartement  
Bundesgasse 3  
3000 Bern

Kanton Schaffhausen  
Volkswirtschaftsdepartement  
Mühlentalstrasse 105  
CH-8200 Schaffhausen  
www.sh.ch



Telefon +41 (0)52 632 73 80  
sekretariat.vd@ktsh.ch

Eidgenössisches  
Finanzdepartement EFD  
Herr Ammann  
Leiter Rechtsdienst EFD  
Bundesgasse 3  
3003 Bern

per E-Mail an:  
[regulierung@gs-efd.admin.ch](mailto:regulierung@gs-efd.admin.ch)

Schaffhausen, 26. August 2016

**Verzicht auf Mitbericht zum Geschäft Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen)**

Sehr geehrter Herr Ammann

Mit E-Mail vom 13. Juni 2016 haben Sie den Regierungsrat um einen Mitbericht in oben genannter Angelegenheit gebeten. Wir bedanken uns für diese Möglichkeit und teilen Ihnen mit diesem Schreiben mit, dass wir auf einen Mitbericht verzichten.

Freundliche Grüsse  
Volkswirtschaftsdepartement  
Der Vorsteher:

Ernst Landolt  
Regierungsrat

**Finanzdepartement**

Departementssekretariat

Rathaus, Barfüssergasse 24  
4509 Solothurn  
Telefon 032 627 20 57  
Telefax 032 627 22 70  
finanzdepartement@fd.so.ch  
www.so.ch

**Roland Heim**

Regierungsrat

GS / EFD
✚ 02. Sep. 2016 ✚
Registratur

Eidgenössisches Finanzdepartement  
Herr Fritz Ammann  
Leiter Rechtsdienst EFD  
Bernerhof  
3003 Bern

1. September 2016

**Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen)**

Sehr geehrter Herr Ammann  
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Juni 2016 haben Sie uns die Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen) zur Vernehmlassung unterbreitet.

Gerne teilen wir Ihnen mit, dass wir keine Bemerkungen anzubringen haben.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und

grüssen Sie freundlich



Roland Heim  
Regierungsrat

A

KANTON **solothurn**

**Regierungsrat**  
4509 Solothurn

01.09.16

CH-4509  
Solothurn

737075

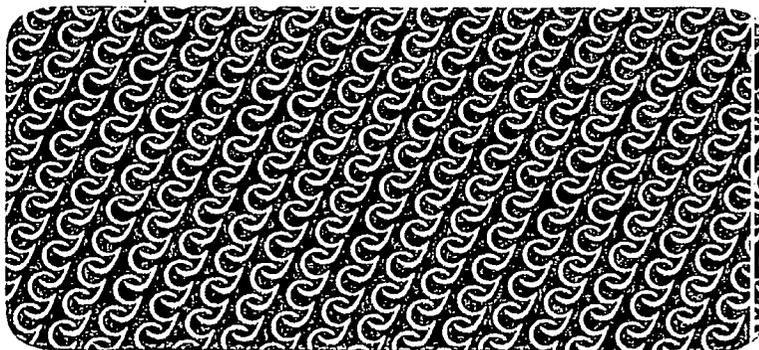
P.P. 4509 Solothurn

001.00

A  
STANDARD



DIE POST 



*[Faint, illegible text, possibly a signature or stamp]*

6431 Schwyz, Postfach 1260

elektronisch an:

regulierung@gs-efd.admin.ch

Schwyz, 6. September 2016

## **Änderung der Eigenmittelverordnung**

Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Ammann

Sehr geehrte Damen und Herren

Das Eidgenössische Finanzdepartement (EFD) hat die Kantonsregierungen mit Schreiben vom 13. Juni 2016 eingeladen, bis 15. September 2016 zur Vernehmlassung Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen) Stellung zu nehmen.

Der Regierungsrat dankt dem EFD für die Einladung zur Vernehmlassung. Aufgrund Nichtbetroffenheit verzichtet der Kanton Schwyz auf eine Stellungnahme.

Im Namen des Regierungsrates:



Othmar Reichmuth, Landammann

Dr. Mathias E. Brun, Staatsschreiber

Kopie an:

– Schwyzer Mitglieder der Bundesversammlung.

Staatskanzlei, Regierungsgebäude, 8510 Frauenfeld

Eidgenössisches  
Finanzdepartement  
Herr Ueli Maurer  
Bundesrat  
3003 Bern

GS / EFD		
+	- 8. Sep. 2016	+
Reg.-Nr.	482.6-	008

210

Frauenfeld, 6. September 2016

## Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen)

### Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Wir beziehen uns auf die mit Schreiben vom 13. Juni 2016 eröffnete Vernehmlassung zum randvermerkten Geschäft und danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme. Diese befasst sich mit den für die Kantonalbanken, insbesondere die Thurgauer Kantonalbank (TKB) besonders wichtigen Aspekten des Revisionsentwurfs. Wir schliessen uns der Stellungnahme des Verbands Schweizerischer Kantonalbanken an und fordern Sie auf, bei den Regulierungen vermehrt auf die Bedürfnisse der Kantonalbanken Rücksicht zu nehmen. Wenn wir die Vorlage auch nicht grundsätzlich ablehnen, so stehen wir der wachsenden Komplexität der Regulierungen doch skeptisch gegenüber. Mit den folgenden drei Punkten sind wir nicht einverstanden und erwarten vom Bundesrat zielführende Anpassungen.

### 1. Berechnungsmethode zur Eigenmittelunterlegung bei Derivaten

Die Berechnung des Kreditäquivalentes wird mit dem neuen Standardansatz (SA-CCR) für die TKB als Kategorie 3-Bank um einiges komplexer, erfordert noch stärkere IT-Unterstützung und ist nicht mehr pragmatisch nachrechenbar. Da die Kreditrisiken aus Derivaten für die Eigenmittel eine relativ geringe Bedeutung haben, kann man sich fragen, wie wirksam ein solch komplexer Ansatz ist.

### 2. Eigenmittelunterlegung von Fondsanteilen

Wird der neue sogenannte „Look-through-Ansatz“ gewählt, so steigt die Komplexität der Berechnung aufgrund der Berücksichtigung der einzelnen Vermögenswerte der Fonds deutlich an. Wollen Kategorie 3-Banken wie die TKB weiterhin eine pauschale Gewich-

2/2

tung anwenden, müssen sie eine Risikogewichtung von 1'250 % vornehmen. Dies ist nicht nachvollziehbar. Demnach würde nämlich ein in der Schweiz zugelassener Anlagensfonds mit 1'250 % gewichtet und eine Direktanlage (im Look-through-Ansatz) an einer ausländischen Börse lediglich mit 150 %.

### 3. Umsetzungsfrist zu knapp

Die Übergangsfrist bis zum 1. Juli 2017 ist sehr kurz, stehen doch umfassende Anpassungen mit hohem Umsetzungs- und Implementierungsaufwand in den IT-Systemen an. Wünschenswert wäre eine Übergangsfrist bis 1. Januar 2018 (erstmalige Anwendung bei Abschlüssen im Jahr 2018).

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Mit freundlichen Grüßen

Die Präsidentin des Regierungsrates

*Mauri*

Der Staatschreiber

*J. J. J. J.*



GS / EFD
✚ 14. Sep. 2016 ✚
Registratur



GS / EFD
✚ 14. Sep. 2016 ✚
Registratur

## Landammann und Regierungsrat des Kantons Uri

Eidgenössisches Finanzdepartement (EFD)  
Bundesgasse 3  
3003 Bern

### **Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen); Vernehmlassung**

Sehr geehrter Herr Ammann  
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Juni 2016 haben Sie die Kantonsregierungen eingeladen, zur Änderung der Eigenmittelverordnung (SR 952.03) Stellung zu nehmen. Dafür danken wir Ihnen bestens.

Mit der Ordnungsänderung werden zwei Ergänzungen der internationalen Rahmenvereinbarung Basel III umgesetzt. Dabei handelt es sich um den neuen Standardansatz zur Berechnung der Kreditäquivalente von Derivaten (Standardised Approach for Counterparty Credit Risk, SA-CCR) sowie um neue Regeln zur Eigenmittelunterlegung bei im Bankenbuch gehaltenen Fondsanteilen.

#### **1. Standardsatz für die Kreditäquivalente von Derivaten (SA-CCR)**

Der Regierungsrat kann nachvollziehen, dass der Bundesrat bzw. die FINMA die Risikosensitivität der Eigenmittelanforderungen bei Derivatgeschäften erhöhen will. Ein solches Vorhaben geht in der Regel mit komplexeren Berechnungsmethoden einher. Der Gesetzgeber trägt diesem Umstand Rechnung, indem er einerseits die möglichen Ansätze zur Berechnung der Eigenmittel auf zwei Ansätze reduzieren möchte und andererseits für kleinere Banken (Kategorie 4 und 5) einen vereinfachten Standardansatz vorsieht. Die Berücksichtigung des Proportionalitätsprinzips wird begrüsst.

### Antrag

Aus Konsistenzgründen erachten wir es als sinnvoll, wenn die neuen Regelungen zur Berechnung der Kreditäquivalente von Derivaten optional auch gleichzeitig bei der Berechnung der Leverage Ratio und bei Klumpenrisiken angewandt werden können. Dies um zusätzlichen Aufwand zu vermeiden, indem die Kreditäquivalente, je nach Auswertung, mit unterschiedlichen Methoden berechnet werden müssen.

## **2. Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen (VKV) im Bankenbuch**

Gemäss Erläuterungsbericht ist ein Hauptgrund für die neuen Ansätze bei der Eigenmittelberechnung von Fonds im Bankenbuch, dass keine Positionen mit sehr hohen Eigenmittelanforderungen (z. B. Verbriefung) in Fonds mit bisher relativ tiefen Eigenmittelanforderungen verpackt werden können. Diese Begründung ist nachvollziehbar.

Es ist zu begrüßen, dass auch bei VKV im Bankenbuch ein vereinfachter Ansatz für Banken der Kategorie 4 und 5 vorgesehen ist. Weist ein VKV einen synthetischen Risikoindikator von 1 bis 4 auf, so gilt ein Risikogewicht von 250 Prozent. Die restlichen Fonds würden mit 1'250 Prozent gewichtet. Berücksichtigt man noch den Eigenmittelpuffer gemäss FINMA-Rundschreiben 2011/2 müssten Banken der Kategorie 4 für Fonds, die keine Risikoindikator von 1 bis 4 haben 140 Prozent Eigenmittel hinterlegen. Der Regierungsrat erachtet diese Eigenmittelerfordernis als unverhältnismässig hoch, unter anderem auch deshalb, weil Investitionen in nicht traditionelle Anlagen, die möglicherweise keine synthetischen Risikoindikatoren ausweisen, einen Beitrag zur Risikodiversifikation liefern können.

### Antrag

Aus obigen Gründen soll das Eigenmittelerfordernis für die Unterlegung inklusive Eigenmittelpuffer (total erforderliche Eigenmittel) auf maximal 100 Prozent festgesetzt werden.

## **3. Übergangsbestimmungen**

Aufgrund der zahlreichen regulatorischen Anforderungen in verschiedenen Bereichen, die an Banken zurzeit gestellt werden und aufgrund der hohen Komplexität in den vorliegenden neuen Ansätzen im Kreditrisikobereich soll die Übergangsfrist erstreckt werden.

### Antrag

Die Übergangsfrist soll von sechs auf zwölf Monate erweitert werden.

Sehr geehrter Herr Ammann, sehr geehrte Damen und Herren, wir danken Ihnen nochmals für die Möglichkeit dieser Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

Altdorf, 13. September 2016



Im Namen des Regierungsrats

Der Landammann

Der Kantonsdirektor

Beat Jörg

Roman Balli



REGIERUNGSRAT

13.09.16

CH - 6460  
Altdorf UR 1

2022285

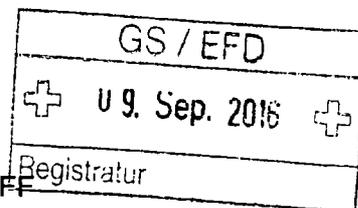
1.00

A  
STANDARD



DIE POST+

Eidgenössisches Finanzdepartement (EFD)  
Bundesgasse 3  
3003 Bern



Service juridique DFF  
Monsieur Fritz Ammann  
Bundesgasse 3  
3003 Berne

Réf. : MFP/15020706

Lausanne, le 7 septembre 2016

**Procédure de consultation – Modification de l'ordonnance sur les fonds propres  
(couverture en fonds propres des dérivés et des parts de fonds)**

Monsieur le Chef de service,

Le Conseil d'Etat à l'honneur de vous adresser sa prise de position en réponse à la consultation citée en exergue.

Les propositions de révision de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juin 2012 sur les fonds propres (OFR, RS 952.03) visent à renforcer la résilience des établissements et systèmes bancaires, des exigences en matière de fonds propres, notamment pour les risques de crédit que représentent les dérivés et les parts de fonds.

S'agissant des parts de fonds détenues dans le portefeuille de la banque, la nouvelle pondération-risque entraînera une hausse des coûts de mise en œuvre. Ainsi que vous le relevez, il faut s'attendre à ce que de nombreuses banques choisissent l'approche de repli pour réduire leurs coûts de mise en œuvre. La Banque cantonale vaudoise, dont le Canton de Vaud est actionnaire majoritaire, relève que cette approche semble disproportionnée et inadéquate quant au but poursuivi. En effet, l'approche de repli impose, pour une position de Fr. 100.-- dans un fonds de placement bien diversifié, par exemple, une exigence minimale de couverture de fonds propres de Fr. 100.-- soit le montant de la position. En comparaison, l'exigence pour une action non cotée est de Fr. 32.-- au maximum et de Fr. 8.-- pour un crédit non couvert à une entreprise. Elle note encore que si les exigences totales de couverture risque sont considérées (exigences minimales + volant de fonds propres + fonds propres supplémentaires selon l'art. 41 OFR), la couverture de fonds propres de cette position en fonds de placement s'élève même à Fr. 150.-- pour une banque de catégorie 3 alors que le montant de perte maximale est de Fr. 100.--.

Compte tenu de ce qui précède, nous recommandons de soit réduire l'exigence de couverture dans l'approche de repli afin qu'elle devienne moins pénalisante soit d'étendre le périmètre d'application de l'approche simplifiée aux banques de la catégorie 3.

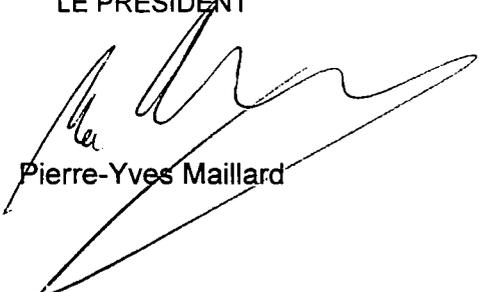
Pour les dérivés, la nouvelle approche standard est beaucoup plus sensible au risque que les méthodes actuelles. Nous saluons cette orientation qui permet de tenir compte des évolutions récentes dans la gestion des risques des produits dérivés par les banques et approuvons donc son introduction dans l'OFR.

Au surplus, contacté dans le cadre de la consultation interne, le Ministère public du Canton de Vaud relève que l'OFR continue pour l'heure à ne pas contenir de dispositions pénales topiques. La violation de ces normes a essentiellement des conséquences administratives qui relèvent de la compétence de la FINMA. La situation actuelle reste donc inchangée. Nous nous permettons néanmoins de relater ces propos afin de nous assurer qu'il s'agit bien d'un choix du législateur et non d'un oubli.

En vous remerciant d'avoir donné la possibilité au Conseil d'Etat vaudois de s'exprimer sur cet objet, nous vous prions de croire, Monsieur le Chef de service, à l'expression de notre considération distinguée.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

LE PRESIDENT



Pierre-Yves Maillard

LE CHANCELIER



Vincent Grandjean

**Copies**

- OAE
- SG-DECS



**CONSEIL D'ETAT  
DU CANTON  
DE VAUD**

1014 Lausanne

**08.09.16**

CH - 1300  
Affr. Poste  
2090003  
30001733

**1.00**



A  
STANDARD  
**LA POSTE**+



Service juridique DFF  
Monsieur Fritz Ammann  
Bundesgasse 3  
3003 Berne





Conseil d'Etat  
Staatsrat

**CANTON DU VALAIS  
KANTON WALLIS**

GS / EFD
✚ 12. Sep. 2016 ✚
Reg.-Nr.



Monsieur  
Ueli Maurer  
Conseiller fédéral  
Chef du Département fédéral des finances  
Bundesgasse 3  
3003 Berne

Date - 7 SEP. 2016

**Consultation fédérale relative à la modification de l'ordonnance sur les fonds propres  
(couverture en fonds propres des dérivés et des parts de fonds)**

Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous avons bien pris note de la modification envisagée de modification de l'ordonnance sur les fonds propres.

Nous n'avons pas de remarques concernant le projet lui-même.

Toutefois, nous relevons que l'entrée en vigueur de l'Ordonnance est prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2017, avec une mise en œuvre complète prévue au 1<sup>er</sup> juillet 2017. Dans la mesure où la précédente modification de cette ordonnance, relative à l'approche de pondération des risques, entrera en vigueur seulement au 1<sup>er</sup> janvier 2019, il nous semblerait opportun que la modification qui fait l'objet de la présente modification porte effet à cette même date.

Vous remerciant de nous avoir consultés, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Conseiller fédéral, l'expression de nos sentiments distingués.

Au nom du Conseil d'Etat

La présidente

Esther Waeber-Kalbermatten



Le chancelier

Philipp Spörri





Finanzdirektion, Postfach 1547, 6301 Zug

**Nur per E-Mail**

Eidg. Finanzdepartement  
3003 Bern

heinz.taennler@zg.ch  
Zug, 15. September 2016 rarc  
FD FDS 6 / 116 / 86199

**Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen); Stellungnahme des Kantons Zug**

Sehr geehrter Herr Bundesrat  
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 13. Juni 2016 hat das Eidgenössische Finanzdepartement das Vernehmlassungsverfahren zur Änderung der Eigenmittelverordnung eröffnet und uns eingeladen, bis am 15. September 2016 dazu Stellung zu nehmen. Für die Gelegenheit zur Stellungnahme danken wir Ihnen bestens.

Den vorgeschlagenen Änderungen zur Umsetzung von zwei Ergänzungen der internationalen Rahmenvereinbarung Basel III stimmen wir zu. Da der Kanton Zug von den Verordnungspassungen nicht direkt betroffen ist, verzichten wir auf eine detaillierte Stellungnahme.

Freundliche Grüsse  
Finanzdirektion



Heinz Tännler  
Regierungsrat

Kopie an:

- regulierung@gs-efd.admin.ch (Word und PDF)
- Zuger Kantonalbank



→ 20

 **Kanton Zürich  
Regierungsrat**

Eidgenössisches Finanzdepartement  
3003 Bern

GS / EFD		
+	20. Sep. 2016	+
Reg.-Nr.		

14. September 2016 (RRB Nr. 871/2016)  
**Änderung der Eigenmittelverordnung  
(Vernehmlassung)**

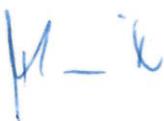
Sehr geehrter Herr Bundesrat

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, zur Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen) Stellung nehmen zu können und äussern uns wie folgt:

Wir lehnen die neuen Regelungen ab, da deren technische Umsetzung insbesondere für grössere Kreditinstitute zu erheblichem Mehraufwand führt. Zudem benachteiligen sie die Schweizer Banken gegenüber ausländischen Banken, insbesondere im Falle einer früheren Umsetzung als in der EU. Wettbewerbsverzerrungen sind im gegenwärtigen Umfeld zu vermeiden. Schliesslich sind weitere Verschärfungen der Bestimmungen für die Kreditinstitute auch aus grundsätzlichen Überlegungen zur administrativen Entlastung der Unternehmen abzulehnen.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Bundesrat,  
die Versicherung unserer ausgezeichneten Hochachtung.

Im Namen des Regierungsrates  
Der Präsident:



Der Staatsschreiber:







Kanton Zürich  
**Staatskanzlei**  
Neumühlequai 10  
8090 Zürich



**R**  
DIE POST  
LA POSTE  
LA POSTA

8090 Zürich



98.42.115762.02666014

Recommandé Suisse



19.09.16

CH - 8090  
Zürich  
2090054  
30002033

5.30

R Suisse



**DIE POST**



## Nikodijevic Marija GS-EFD

---

**Von:** \_EFD-RD-Regulierung  
**Gesendet:** Montag, 4. Juli 2016 16:01  
**An:** Bläuer Nathalie GS-EFD  
**Betreff:** WG: Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens: Änderung der Eigenmittelverordnung (ERV)

Zur Info

Liebs Grüessli  
Mélanie

---

**Von:** regulatory.monitoring@postfinance.ch [mailto:regulatory.monitoring@postfinance.ch]  
**Gesendet:** Montag, 4. Juli 2016 15:24  
**An:** \_EFD-RD-Regulierung <regulierung@gs-efd.admin.ch>  
**Betreff:** AW: Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens: Änderung der Eigenmittelverordnung (ERV)

Sehr geehrte Damen und Herren

Vielen Dank für die Einladung zur Stellungnahme im Rahmen der Vernehmlassung zur Änderung der ERV, welche uns via [postfinance@postfinance.ch](mailto:postfinance@postfinance.ch) erreicht hat.

Ich kann Ihnen mitteilen, dass PostFinance auf eine eigene Stellungnahme verzichten wird.

Gerne möchte ich Sie an dieser Stelle auf die PF-interne zentrale Koordinationsstelle für Vernehmlassungen hinweisen. Diese erreichen Sie unter [regulatory.monitoring@postfinance.ch](mailto:regulatory.monitoring@postfinance.ch). Sie können zukünftige Einladungen gerne direkt an die genannte E-Mail-Adresse zustellen. Darf ich Sie bitten, Ihre Adressliste entsprechend anzupassen?

Wir danken Ihnen nochmals für die Gelegenheit zur Stellungnahme und stehen für weitere Auskünfte gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse  
Arno Gartmann

Arno Gartmann  
Corporate Counsel

PostFinance AG  
Compliance  
Mingerstrasse 20  
3030 Bern

Mobiltelefon: +41 79 475 92 17  
E-Mail: [arno.gartmann@postfinance.ch](mailto:arno.gartmann@postfinance.ch)

PostFinance im Internet:  
[Website](#) | [Social Media](#)

Besser begleitet. **PostFinance**

>Sehr geehrte Damen und Herren  
>

>  
>  
>Sie erhalten anbei das Schreiben von Herrn Fritz Ammann, Leiter des Rechtsdiensts EFD, zur Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens betreffend eine Änderung der Eigenmittelverordnung (ERV) zur Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen.  
>  
>  
>  
>Das Vernehmlassungsverfahren wird elektronisch durchgeführt. Die Vernehmlassungsunterlagen  
>  
>  
>  
>- Entwurf ERV  
>  
>- Erläuternder Bericht  
>  
>- Liste Vernehmlassungsadressaten  
>  
>  
>können auf der Website des EFD:  
>  
>  
>  
>[www.efd.admin.ch](http://www.efd.admin.ch) > Dokumentation > Medienmitteilung (d)  
>  
>[www.efd.admin.ch](http://www.efd.admin.ch) > Documentation > Communiqués du DFF(f)  
>  
>[www.efd.admin.ch](http://www.efd.admin.ch) > Documentazione > Comunicati stampa(i)  
>  
>[www.efd.admin.ch](http://www.efd.admin.ch) > Documentation > Press releases(e)  
>  
>  
>  
>sowie über folgende Internetadressen eingesehen werden:  
>  
>  
>  
>[www.admin.ch](http://www.admin.ch) > Bundesrecht > Vernehmlassungen > Laufende Vernehmlassungen (d)  
>  
>[www.admin.ch](http://www.admin.ch) > Droit fédéral > Consultations > Procédures de consultation en cours(f)  
>  
>[www.admin.ch](http://www.admin.ch) > Diritto federale > Consultazioni > Procedure di consultazione(i)  
>  
>  
>  
>Wir bitten Sie, Ihre Stellungnahme bis 15. September 2016 an folgende Email-Adresse zuzustellen:  
>  
>  
>  
>[regulierung@gs-efd.admin.ch](mailto:regulierung@gs-efd.admin.ch)  
>  
>  
>  
>Für Rückfragen und allfällige Informationen steht Ihnen Herr Oliver Zibung, stv. Leiter Regulierung, (Tel. 058 462 68 20) gerne zur Verfügung.  
>  
>Freundliche Grüsse  
>  
>  
>  
>  
>  
>Eidgenössisches Finanzdepartement EFD  
>Generalsekretariat EFD

>Rechtsdienst  
>  
>Bundesgasse 3, 3003 Bern  
>Tel. +41 58 462 63 07  
>Fax +41 58 463 26 47  
>[regulierung@gs-efd.admin.ch](mailto:regulierung@gs-efd.admin.ch)  
>[www.efd.admin.ch](http://www.efd.admin.ch)

Sicherheitshinweis:

Dieses E-Mail von PostFinance ist signiert. Weitere Informationen finden Sie unter:

<https://www.postfinance.ch/e-signature>.

Geben Sie Ihre Sicherheitselemente niemals Dritten bekannt.

RBA-Holding AG, Mattenstrasse 8, CH-3073 Gümligen

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD  
Herr Fritz Ammann  
Bundesgasse 3  
3003 Bern  
E-Mail: regulierung@gs-efd.admin.ch

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Herr Dr. Uwe Steinhauser  
Laupenstrasse 27  
CH - 3003 Bern  
E-Mail: uwe.steinhauser@finma.ch

Kontakt: Hans Ulrich Bacher, Entris Banking AG  
T +41 31 660 20 92  
E-Mail: hansulrich.bacher@entris-banking.ch  
Gümligen, 13. September 2016

**Vernehmlassung Änderung Eigenmittelverordnung (ERV) und Anhörung FINMA-  
Rundschreiben 17/xx – Kreditrisiken Banken**

Sehr geehrter Herr Ammann  
Sehr geehrter Herr Steinhauser

Am 13. Juni 2016 wurde die Vernehmlassung des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) zur Änderung der Eigenmittelverordnung (ERV) und zeitgleich die Anhörung der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) zur Revision des Rundschreibens „Kreditrisiken Banken“ eröffnet.

Unsere Anliegen konnten wir in den Gremien der Schweizerischen Bankiervereinigung einbringen; darauf basierend unterstützen wir ausdrücklich deren Stellungnahme, welche Sie mit separatem Schreiben erhalten haben.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und stehen Ihnen für allfällige Auskünfte gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse  
RBA-Holding AG

  
Dr. Jürg Gutzwiller  
CEO

  
David Wiesner  
CFO

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD  
Rechtsdienst  
Bundesgasse 3  
3003 Bern

Per E-Mail:  
[regulierung@gs-efd.admin.ch](mailto:regulierung@gs-efd.admin.ch)

Bern, 15. September 2016

**Änderung der Eigenmittelverordnung (ERV) bez. Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen – Stellungnahme des SGB**

Sehr geehrter Herr Bundesrat, sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Einladung zur Stellungnahme zur Änderung der ERV bez. Eigenmittelvorschriften bei Derivaten und Fondsanteilen.

Der Schweizerische Gewerkschaftsbund SGB ist einverstanden mit der Verordnungsänderung. Die vorgesehenen Massnahmen zielen darauf, die Systemstabilität zu erhöhen und Umgehungsmöglichkeiten zu verhindern.

Besten Dank für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

**SCHWEIZERISCHER GEWERKSCHAFTSBUND**



Paul Rechsteiner  
Präsident



Daniel Lampart  
Leiter SGB-Sekretariat  
und Chefökonom

EFD  
regulierung@gs-efd.admin.ch

Bern, 15. September 2016 sgv-Sc

**Vernehmlassungsantwort  
Änderung der Eigenmittelverordnung**

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Gewerbeverband sgv, die Nummer 1 der Schweizer KMU-Wirtschaft, vertritt 250 Verbände und gegen 300 000 Unternehmen. Im Interesse der Schweizer KMU setzt sich der grösste Dachverband der Schweizer Wirtschaft für optimale wirtschaftliche und politische Rahmenbedingungen sowie für ein unternehmensfreundliches Umfeld ein.

Der sgv hat die bisherigen Arbeiten in der Umsetzung der neuen BankG Vorschriften kritisch und konstruktiv mitverfolgt. Grundsätzlich spricht sich der grösste Dachverband der Schweizer Wirtschaft für eine verhältnismässige Regulierung aus, welche differenziert, im Idealfall sogar institutsspezifisch, erfolgt. Regulierungen verursachen Kosten. Demzufolge muss jede neue Regulierung oder Anpassung bestehender Regeln die ausgelösten Kosten insgesamt, als «Preisschild» ausweisen. Das wird in dieser Vernehmlassungsvorlage unterlassen.

Auch wenn der sgv keine technischen Einwände gegen die Änderung der Eigenmittelverordnung hat, lehnt er diese Vorlage ab, weil sie keine Regulierungskosten ausweist. Eine Erklärung der Auswirkungen ist noch keine Schätzung der ausgelösten Regulierungskosten.

Im Übrigen sei noch darauf hingewiesen: Trotz Anpassungen des Bankengesetzes ist es bisher nicht gelungen, die systemischen Risiken, welche von den Grossbanken ausgehen, einzudämmen.

Freundliche Grüsse

**Schweizerischer Gewerbeverband sgv**



Hans-Ulrich Bigler  
Direktor, Nationalrat



Henrique Schneider  
stellvertretender Direktor



Eidgenössisches Finanzdepartement EFD  
Rechtsdienst  
Bundesgasse 3  
3003 Bern

[regulierung@gs-efd.admin.ch](mailto:regulierung@gs-efd.admin.ch)

Bern, 15. September 2016

## **Änderung der Eigenmittelverordnung (ERV) bez. Eigenmittelunterlegung bei Derivaten und Fondsanteilen**

Sehr geehrter Herr Bundesrat  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Zustellung der Vernehmlassungsunterlagen zur Änderung der ERV bez. Eigenmittelvorschriften bei Derivaten und Fondsanteilen. Gerne nehmen wir dazu Stellung.

Die SP Schweiz erklärt sich einverstanden mit der Verordnungsänderung, in welcher der Bundesrat zwei Ergänzungen der internationalen Rahmenvereinbarung Basel III umsetzt. Dies steht im Einklang mit der Strategie des Bundesrats zur Übernahme wesentlicher internationaler Standards im Finanzbereich.

Wir danken Ihnen, geschätzte Damen und Herren, für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und verbleiben

mit freundlichen Grüßen.

Sozialdemokratische Partei  
der Schweiz

Sozialdemokratische Partei  
der Schweiz

Spitalgasse 34  
Postfach · 3001 Bern

Telefon 031 329 69 69  
Telefax 031 329 69 70

[info@spschweiz.ch](mailto:info@spschweiz.ch)  
[www.spschweiz.ch](http://www.spschweiz.ch)

Christian Levrat  
Präsident

Luciano Ferrari  
Leiter Politische Abteilung



Eidgenössisches Finanzdepartement  
Rechtsdienst  
3003 Bern

regulierung@gs-efd.admin.ch

Bern, 11. Juli 2016

**Änderung der Eigenmittelverordnung (Eigenmittelunterlegung bei Derivaten  
und Fondsanteilen)**

Sehr geehrter Herr Ammann  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Einladung, an der Vernehmlassung zum oben genannten Geschäft teilzunehmen.

Wir bedauern, Ihnen mitteilen zu müssen, dass wir trotz der unbestrittenen Bedeutung der Vorlage aus Kapazitätsgründen auf eine Eingabe verzichten müssen.

Besten Dank für Ihr Verständnis.

Freundliche Grüsse

**Schweizerischer Städteverband**

Direktorin

Renate Amstutz

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD  
Herr Fritz Ammann  
Bundesgasse 3  
3003 Bern  
[regulierung@gs-efd.admin.ch](mailto:regulierung@gs-efd.admin.ch)

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Herr Dr. Uwe Steinhauser  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern  
[uwe.steinhauser@finma.ch](mailto:uwe.steinhauser@finma.ch)

Basel, 13. September 2016  
J.4.6 / LHE

**Revision Kreditrisiken – Banken  
Vernehmlassung Eigenmittelverordnung (ERV) und Anhörung  
FINMA-Rundschreiben 17/xx – Kreditrisiken Banken**

Sehr geehrter Herr Ammann  
Sehr geehrter Herr Steinhauser

Wir beziehen uns auf die am 13. Juni 2016 eröffnete Vernehmlassung des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) zur Änderung der Eigenmittelverordnung (ERV) und die gleichentags eröffnete Anhörung der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) betreffend die Totalrevision des FINMA-Rundschreibens „Kreditrisiken Banken“. Für die Gelegenheit, Ihnen unsere Positionen und Überlegungen darzulegen, bedanken wir uns sehr.

Bekanntlich sind alle Bankengruppen wie auch unsere Geschäftsstelle in der Nationalen Arbeitsgruppe zur schweizerischen Umsetzung der revidierten Vorgaben des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht (NAG „Basel III“) unter der Leitung der FINMA vertreten und haben an der Ausarbeitung des vorliegenden Entwurfs des FINMA-Rundschreibens mitwirken können. Für den frühzeitigen Einbezug unserer Vereinigung in die Vorbereitungsarbeiten und den konstruktiven Dialog möchten wir uns an dieser Stelle erneut ausdrücklich bedanken.

Grundsätzlich anerkennen wir die Notwendigkeit der vorgeschlagenen Anpassungen, mittels welchen die revidierten Vorgaben zu Kreditrisiken von Basel III nachvollzogen und in nationales Recht umgesetzt werden sollen.

Wir begrüssen zudem, dass die FINMA das Proportionalitätsprinzip zu beachten versucht und für Bankinstitute mit vergleichsweise geringen Derivatexposures einen vereinfachten Standardised Approach to Counterparty Credit Risk (SA-CCR) entwickelt hat.

Dennoch ist unseres Erachtens auch der vereinfachte SA-CCR noch zu komplex und impliziert einen sehr hohen Umsetzungsaufwand, verbunden mit sehr umfangreichen Datenanforderungen.

Zudem widerspricht die Einschränkung des vereinfachten Ansatzes auf die Banken der Gruppen 4 und 5 dem Grundsatz „same risk – same rules“. Die Vereinfachungen sind deshalb grundsätzlich auch für Banken der Gruppe 3 vorzusehen.

Ferner erachten wir ein Wahlrecht für Banken für eine vorgezogene Anwendung des SA-CCR in den Bereichen Risikoverteilung und Leverage Ratio als zwingend notwendig.

Hinsichtlich der Gewichtung von verwalteten kollektiven Vermögen (VKV) kritisieren wir die ökonomisch wenig sinnvollen und übertriebenen Eigenmittelanforderungen.

Aufgrund der Komplexität der Anpassungen erachten wir eine Übergangsfrist von 6 Monaten ab 1.1.2017 als zu kurz und fordern eine Verlängerung der Frist bis mindestens 1.1.2018.

Wir erlauben uns, bezüglich der aktuellen Entwürfe der Verordnung und des Rundschreibens einige Punkte anzuführen, die unserer Ansicht nach verbessert werden sollten.

Unsere Kommentare und Anliegen sind einerseits thematisch (I. Allgemeine Anmerkungen) und andererseits nach der jeweiligen rechtlichen Grundlage und in chronologischer Abfolge (II. Zu den einzelnen Bestimmungen) gegliedert.

## **I. Allgemeine Anmerkungen**

### ***Übergangsfrist***

Wir begrüssen es, dass der Anhörungsentwurf des Rundschreibens im Vergleich zum Stand der letzten Sitzung der Nationalen Arbeitsgruppe (NAG) „Basel III“ nicht wesentlich abgeändert wurde. In diesem Zusammenhang ist jedoch nur schwer nachvollziehbar, weshalb der Versand der Vernehmlassungs- und Anhörungsunterlagen erst rund neun Monate nach Fertigstellung der Überarbeitungsversion in der NAG „Basel III“

erfolgte. Dieser Umstand ist insbesondere erstaunlich, da die Umsetzung der Neuerungen per 1.1.2017 angestrebt wird.

Die in den Anhörungsunterlagen vorgeschlagene Übergangsfrist bis 1.7.2017 ist unseres Erachtens aufgrund der zu berücksichtigenden, teilweise grösseren Anpassungen zu eng bemessen. Erschwerend kommt hinzu, dass das laufende Anhörungsverfahren erst am 15.9.2016 endet und der Zeitpunkt der Finalisierung der Unterlagen noch unbekannt ist.

Vor diesem Hintergrund schlagen wir vor, dass das Inkraftsetzungsdatum per 1.1.2017 im Einklang mit den Vorgaben des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht (BCBS) unverändert bestehen bleibt, bitten jedoch dringend darum, dass die Übergangsfrist nicht nur für die neuen Bestimmungen für Verbriefungen im Bankenbuch, sondern auch für alle anderen Neuerungen (Risikogewichtung für Derivate und verwaltete kollektive Vermögen im Bankenbuch) bis mindestens 1.1.2018 verlängert wird.

### ***Proportionalitätsprinzip***

Wir anerkennen, dass die FINMA in der vorliegenden Anhörung versucht, dem Proportionalitätsprinzip Rechnung zu tragen und Bankinstituten der Aufsichtskategorien 4 und 5 für die Berechnung der Kreditäquivalente von Derivaten und bei verwalteten kollektiven Vermögen (VKV) im Bankenbuch vereinfachte Verfahren ermöglicht.

Im Bereich der Eigenmittelunterlegung von Derivaten konnte bis anhin die Marktwertmethode angewendet werden. Unter Verwendung von pauschalen Sätzen konnte relativ einfach pro Derivat ein Kreditäquivalent berechnet und auch überprüft werden.

Mit dem neuen vereinfachten SA-CCR wird die künftige Berechnung der erforderlichen Eigenmittel – ohne entsprechenden Mehrwert – um ein Mehrfaches komplexer und erfordert umfangreiche Investitionen in die IT-Software und in neu aufzubauende IT-Schnittstellen.

Wir würden es vor diesem Hintergrund begrüßen, wenn die Anwendung der Marktwertmethode für Banken mit unwesentlicher Derivateaktivität weiterhin möglich wäre.

In diesem Zusammenhang wäre u.E. zudem eine Ausdehnung der vereinfachten Verfahren auch für Banken der Aufsichtskategorie 3 wünschenswert, wenn diese nur geringe diesbezügliche Exposures halten. Es erscheint wenig sinnvoll, dass Banken der Kategorie 3, deren heutiger Eigenmittelbedarf für Derivate oder für Anteile von Kollektivanlagen nur einen kleinen Bruchteil der erforderlichen Eigenmittel ausmacht, umfangreiche IT-Investitionen zur Implementierung des vollen SA-CCR oder der komplexen Ansätze für die Unterlegung von VKV tätigen müssen.

Möglicher Lösungsvorschlag:

- Banken der Kategorien 4 und 5 sowie Banken der Kategorie 3, deren Eigenmittelerfordernis für Derivate beispielsweise weniger als 5% (Threshold) der anrechenbaren eigenen Mittel beträgt, können den vereinfachten SA-CCR (idealerweise nach der Marktwertmethode) anwenden. Überschreitet eine Bank der

Kategorie 3 den Threshold, muss die betroffene Bank z.B. innert 12 Monaten auf den SA-CCR umstellen.

4

- Banken der Kategorie 4 und 5 sowie der Kategorie 3, deren Eigenmittelerfordernis für Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen (VKV) beispielsweise weniger als 5% (Threshold) der anrechenbaren eigenen Mittel beträgt, können unter dem Fallback-Ansatz ein Risikogewicht von 250% für VKV-Anteile anwenden, wenn das VKV einen synthetischen Risikoindikator von 1 bis maximal 4 aufweist. Überschreitet eine Bank der Kategorie 3 den Threshold, muss die betroffene Bank z.B. innert 12 Monaten die höhere Standardgewichtung anwenden.

### ***Neue Methodik SA-CCR***

Mit der Einführung der neuen Methodik des SA-CCR für die Berechnung der Eigenmittelunterlegung von Derivaten ergibt sich eine Inkonsistenz zwischen Eigenmittelunterlegung, Risikoverteilung und Leverage Ratio. Die Banken sind in der Folge gezwungen, für Derivate unterschiedliche Berechnungsmethoden in der Eigenmittelunterlegung resp. der Risikoverteilung und der Leverage Ratio anzuwenden.

Wir regen an, dass mit der Umsetzung des SA-CCR bei der Eigenmittelunterlegung die Banken gleichzeitig ein Wahlrecht für eine vorgezogene Anwendung (1.1.2017 bis 31.12.2018) des SA-CCR in den Bereichen der Risikoverteilung und der Leverage Ratio erhalten. Damit eröffnet sich den Banken die Möglichkeit, ein für sie effizientes Umsetzungsvorgehen zu wählen und eine koordinierte Umsetzung des SA-CCR in den verschiedenen Themengebieten durchzuführen. Für die FINMA würde sich der positive Effekt ergeben, dass die, gemäss Aussage des Regulators (vgl. S. 3 ff. Erläuterungsbericht ERV und S. 6 Erläuterungsbericht FINMA-RS „Kreditrisiken Banken“), „mit Mängeln behafteten“ alten Methoden bei verschiedenen Banken früher abgelöst werden könnten.

### ***Definition „Hedging-set“***

Das Konzept des "Hedging-set" ist zentral für den SA-CCR. Dennoch verzichtet die FINMA auf eine Definition des "Hedging-set" bzw. nimmt gar keinen Bezug darauf.

Unseres Erachtens wäre es sinnvoll, die Vorgehensweise betreffend die Berechnung des Netting-set level PFE (Potential Future Exposure) unter Verwendung von Hedging-sets und Sub-sets in den Abschnitten E. und F. des Rundschreibens – im Einklang mit den BCBS-Regeln – darzustellen.

### ***Behandlung von verwalteten kollektiven Vermögen (VKV)***

Im Rahmen der NAG „Basel III“ wurde von den Bankenvertretern wiederholt festgehalten, dass die Vorgaben des BCBS nicht eins zu eins in die Schweizer Regulierungsvorgaben übernommen werden sollten, sondern wo sinnvoll nationale Lösungswege zu suchen sind. Insbesondere vor dem Hintergrund der tendenziell steigenden Komplexi-

tät der Regelwerke des BCBS sollten die nationalen Aspekte wieder vermehrt berücksichtigt werden.

In diesem Zusammenhang erweisen sich beispielsweise die vorgesehenen Verfahren für VKV als derart anspruchsvoll, dass eine Umsetzung einerseits kaum beziehungsweise nur für einzelne homogene Fonds durchführbar ist (Look-Through-Ansatz (LTA), mandatsbasierter Ansatz (MBA)) oder andererseits die Anwendung mit einer unge-rechtfertigt hohen Eigenmittelunterlegung bestraft wird (Fallback-Ansatz / FBA). Banken wären somit wegen der Komplexität von LTA und MBA gezwungen, auf den FBA auszuweichen.

Wir schlagen entsprechende Anpassungen im Rundschreiben vor (vgl. auch Kommentar zu Rz 347).

### **„Call for Advice“ der Europäischen Bankenaufsichtsbehörde (EBA)**

Gerne möchten wir die Gelegenheit nutzen, die FINMA auf eine Stellungnahme auf europäischer Ebene zur Thematik SA-CCR hinzuweisen (vgl. „Industry Response to the EBA’s Request for Input on SA-CCR“ der International Swaps and Derivatives Association (ISDA) vom 30.5.2016).

Dieses Dokument stellt die Antwort der betroffenen europäischen Industrie auf eine Anfrage der EBA („Call for Advice“) dar, welche die Bitte um Input zum finalen SA-CCR des Basler Ausschusses umfasst.

Es handelt sich hierbei um eine kritische und konstruktive Stellungnahme, welche auf wichtige Schwachstellen im SA-CCR eingeht. Als besonders nennenswert erachten wir die folgenden Punkte:

- Notwendigkeit einer Neukalibrierung des alpha-Faktors
- Die unzureichende Anrechnung von Initial Margin aufgrund des exponentiellen Multiplikators
- Die fehlende Berücksichtigung von positiven Diversifikationseffekten in Portfolios mit mehreren Währungspositionen für Zins- und Währungsderivate. Dieser Punkt ist besonders anzumerken, weil solche Diversifikationsvorteile im kürzlich finalisierten Standard des Basler Ausschusses „Minimum Capital Requirements for Market Risk“ anerkannt werden.

Da die kritisierten Punkte wesentliche Aspekte des Regelwerks des Basler Ausschusses betreffen, verstehen wir, dass es für die FINMA nur schwer möglich sein wird, diese zu adressieren, bevor vom Basler Ausschuss selbst Abhilfe geschaffen wurde. Dennoch möchten wir auf diese Kritikpunkte hinweisen, da die genannten Aspekte zu einer übertrieben konservativen Berechnung des Kreditäquivalents führen.

## II. Zu den einzelnen Bestimmungen

### A. Eigenmittelverordnung (ERV)

#### **Art. 107: Klumpenrisiken**

Gemäss Art. 107 der revidierten ERV soll für Klumpenrisiken die Marktwertmethode bis zum 31.12.2018 beibehalten werden. Eine Parallelrechnung für 2 Jahre bedeutet einen erheblichen operationellen Mehraufwand, der nicht gerechtfertigt zu sein scheint. Wir regen deshalb an, eine pragmatische Lösung zu finden und den Banken die Möglichkeit zu geben, den SA-CCR bereits ab 1. Januar 2017 auch für Klumpenrisiken anwenden zu können (vgl. Ausführungen im Absatz „Neue Methodik SA-CCR“).

### B. FINMA-Rundschreiben 17/xx „Kreditrisiken Banken“

#### **Rz 31: SA-CCR und vereinfachter SA-CCR**

Gegeben die enorme Komplexität und die sehr hohen Datenanforderungen des neuen SA-CCR begrüssen wir die Einführung eines vereinfachten SA-CCR. Die Anwendung des vereinfachten Ansatzes sollte u.E. überall dort möglich sein, wo aus Risikosicht eine rudimentäre, vereinfachte Berechnung vertretbar ist und es keine Rechtfertigung gibt, die komplexen Berechnungsmethoden zu implementieren. Für ein risikobasiertes Vorgehen ist damit ein Abstellen auf die Kategorisierung der Bank gemäss den sehr rudimentären Aufsichtskategorien ohne Risikobezug u.E. nicht sinnvoll. Vielmehr sollten, für die Entscheidung, ob der SA-CCR anzuwenden oder ein Vorgehen nach dem vereinfachten SA-CRR möglich ist, Masse angewendet werden, die auf die zu unterliegenden Geschäfte und deren Risiken Bezug nehmen.

#### **Rz 32: Berechnung des Kreditäquivalents**

Es ist davon auszugehen, dass zum Zeitpunkt, als die Basel III-Regulierung ausgearbeitet wurde, der Basler Ausschuss die Umsetzung des SA-CCR in seiner heutigen Form, inklusive des *alpha*-Faktors, noch nicht antizipiert hatte und deshalb die heutigen BCBS-Regeln nicht vollumfänglich mit dem SA-CCR im Einklang sind. Aus diesem Grund sollte das FINMA-Rundschreiben klarstellen, dass bei der Verwendung des SA-CCR zur Berechnung des Kreditäquivalents die resultierende Exposure at Default (EAD) durch 1,4 (den *alpha*-Faktor) geteilt wird, wenn dieser als Input für die „Credit Valuation Adjustments“ (CVA)-Eigenmittelanforderung dient. Dieses Anliegen findet sich im Konsultationsdokument „Review of the Credit Valuation Adjustment Risk Framework“ des BCBS. Hier wird ausdrücklich darauf hingewiesen, dass im Basic-CVA der EAD (aus SA-CCR und Internal Model Method / IMM) durch den *alpha*-Faktor geteilt werden muss (BCBS d325, Abschnitt 4.2).

Wie im BCBS-Arbeitspapier WP26 beschrieben, sind sich die „Current Exposure Method“ (CEM) und der SA-CCR sehr ähnlich. Ein Hauptunterschied besteht allerdings

darin, dass sich der SA-CCR im Gegensatz zur CEM dem *alpha*-Faktor bedient, wie er auch bei der IMM verwendet wird. Das BCBS-Arbeitspapier führt weiter aus, dass die Summe aus Replacement Cost (RC) + Potential Future Exposure (PFE) im SA-CCR das Effective Expected Positive Exposure (EEPE) repräsentiert. EAD ist somit die Multiplikation aus EEPE und *alpha*. Es wäre im Vergleich zur heutigen Berechnung der CVA-Eigenmittelanforderung nach dem fortgeschrittenen Ansatz sowie auch im Vergleich zur IMM inkonsistent, wenn nun der unter SA-CCR berechnete EAD herangezogen würde, ohne diesen vorher durch 1,4 zu teilen, da weder CEM EAD noch der IMM EE den *alpha*-Faktor beinhalten.

Diese Klarstellung sollte sich jedoch nicht nur auf den fortgeschrittenen Ansatz beschränken. Wie bereits erwähnt, verwendet CEM den *alpha*-Faktor nicht. Zudem ist davon auszugehen, dass Banken, welche die CVA-Eigenmittelanforderung nach dem Standardansatz berechnen, keine Erlaubnis des Regulators haben, die EPE-Modell-Methode anzuwenden (oder nur für einen immateriellen Teil des Portfolios). Aufgrund dieses Umstandes hatte es bisher keine Auswirkung auf die CVA-Eigenmittelanforderung, dass im Standardansatz der EAD verwendet wird. Mit der Einführung von SA-CCR ändert sich dies jedoch. Wiederum ist auf die zeitliche Verschiebung zwischen BCBS 189 und BCBS 279 sowie dem Konsultationsdokument des Basler Ausschusses hinzuweisen.

**Rz 45: Berechnung des potentiellen zukünftigen Wertanstiegs (PFE)**

Die Randziffer 45 schreibt vor, dass – falls eine Margenvereinbarung bei der PFE-Berechnung mehrere Netting-Sets umfasst – die Multiplikatoren pro Netting-Set verteilt werden. Diese explizite Vorgabe findet sich in den BCBS-Regeln (vgl. § 187 des Dokuments „The standardised approach for measuring counterparty credit risk exposures“, April 2014) nicht.

Unserer Ansicht nach sollte eine alternative Anwendung der Sicherheiten auf Ebene der Margenvereinbarung anstatt der Netting-Sets und somit die Berechnung eines Multiplikators auf Ebene der Margenvereinbarung (MA) anstatt der einzelnen Netting-Sets (NS) erlaubt sein:

$$PFE_{MA} = Multiplier_{MA}^{aggregate} * \sum_{NS=MA} AddOn_{NS}^{aggregate}$$

Wir schlagen vor, den Zusatz "Für den Parameter C in der Berechnung der Multiplikatoren pro Netting-Set werden die Sicherheiten in geeigneter Weise auf die Netting-Sets verteilt." in Randziffer 45 in folgender Weise zu ergänzen: „Alternativ können Sicherheiten auch auf Ebene der Margenvereinbarung anstatt des Netting-Sets angerechnet werden, womit eine Berechnung eines Multiplikators auf Ebene der Margenvereinbarung anstatt der einzelnen Netting-Sets möglich ist“.

### ***Rz 48: Behandlung von binären Optionen***

Die Behandlung von binären Optionen gemäss Randziffer 48 widerspricht den Vorgaben des Basler Ausschusses (vgl. Ziffer 11 der BCBS-FAQ zum SA-CCR). Hiernach stellt der fixe Auszahlungsbetrag der binären Option ihren potentiellen zukünftigen Wertanstieg (PFE) dar und nicht der Skalierungsfaktor (SF) multipliziert mit dem maximalen Auszahlungsbetrag.

Das FINMA-Rundschreiben schreibt eine Berechnung für binäre Optionen vor, die wesentliche Inkonsistenz zur vorgegebenen Behandlung von „Vanilla“ Call-Optionen generiert. Dies führt zu wirtschaftlich schwierig zu begründenden Resultaten, zur unterschiedlichen Behandlung von ähnlichen Produkten in unterschiedlichen Märkten (z.B. Interest Rates, FX, Equity), in denen wirtschaftlich ähnliche Produkte unterschiedlich verbucht werden, und zu unerwünschten Anreizen für Banken.

Wir schlagen einen alternativen Ansatz vor, der der wirtschaftlichen Substanz von binären Optionen gerecht wird, indem man sie als Portfolios bestehend aus einer gekauften und einer verkauften Call-Option (d.h. als „call-spreads“) mit nahezu identischem Strike-Preis betrachtet. Die Auszahlungsprofile einer binären Option und eines call-spreads sind nahezu identisch und werden ununterscheidbar, wenn sich die Strike-Preise im call-spread nur noch minimal unterscheiden. Im Zinsgeschäft ist es zudem üblich, call-spreads statt binärer Optionen zu handeln. Letztlich ist anzumerken, dass binäre Optionen im Risikomanagement häufig als call-spreads betrachtet und gehandhabt werden.

Das FAQ des Basler Ausschusses (BCBS d333, FAQ 11) ist hier weniger bindend als das FINMA-Rundschreiben. Es heisst lediglich, dass der Vorschlag konsistent mit dem Standard ist, eine alternative Behandlung wird aber nicht ausgeschlossen.

Wir sind der Ansicht, dass die FINMA dem Basler Ausschuss folgen und den Banken den Spielraum geben sollte, die oben angeführte Alternative zu implementieren.

### ***Rz 50: Aufsichtsrechtliche Duration (SD)***

Die Vorgaben des BCBS verlangen, dass die aufsichtsrechtliche Duration mindestens zehn Handelstage beträgt (vgl. § 157 des Dokuments „The standardised approach for measuring counterparty credit risk exposures“, April 2014). Eine entsprechende Bestimmung fehlt in den vorliegenden Anhörungsunterlagen.

### ***Rz 58: Umrechnung Nominalwert***

Im Fall von global tätigen Banken ist davon auszugehen, dass der materielle Anteil des Risikos aus Derivatgeschäften in Einheiten und Divisionen verbucht ist. Deren funktionale Währung ist nicht Schweizer Franken, sondern entspricht der Währung des primären wirtschaftlichen Umfelds, in welchem sie agieren. Aus diesem Grund basieren die internen Risikomanagementprozesse inklusive der Risikoberechnung, welche zur Bestimmung der Eigenmittelanforderungen dient, nicht zwingend auf dem Schweizer

Franken, sondern stellen auf eine andere funktionale Währung ab, welche das Risiko und das wirtschaftliche Umfeld der Bank widerspiegelt.

Eine frühe Umrechnung der Nominalwerte in Schweizer Franken bereits bei der Berechnung des angepassten Nominalwerts, wie in Randziffer 58 gefordert, würde den bestehenden internen Prozessen der Risikobemessung widersprechen und wäre nicht mit der bestehenden Infrastruktur zu vereinbaren.

Wir sind der Ansicht, dass es den Banken überlassen sein sollte, die Basiswährung im SA-CCR einheitlich und in Abstimmung auf die funktionale Währung und somit auch die internen Prozessen zu wählen.

Die Berichterstattung an die FINMA erfolgt weiterhin in Schweizer Franken; zu welchem Zeitpunkt die Umrechnung stattfindet, sollte aber der jeweiligen Bank überlassen sein.

### ***Rz 63 ff.: Berechnung aufsichtsrechtliches Delta***

Weil die log-normale Funktion nicht für negative Forwards und Strike-Preise definiert ist, kann die Formel für das aufsichtsrechtliche Delta, welche auf dem log-normalen Black-Scholes Modell basiert, in diesen Fällen nicht angewendet werden. Die Forwards und Strike-Preise zu verschieben, erlaubt es, die Kalkulation des aufsichtsrechtlichen Option-deltas durchzuführen. Es kann sich hierbei jedoch lediglich um eine temporäre Abhilfe handeln, da sie die „Moneyness“ der Option verzerrt. Hier bitten wir die FINMA um eine Klarstellung (z.B. basierend auf dem normalen Black-Scholes Modell) der Formel.

### ***Rz 70 bis 75: Allgemeine Schritte zur Aggregation von Add-ons innerhalb eines Netting-Sets***

Die FINMA verwendet in den Randziffern 70 bis 75 eine gegenüber dem Basler Ausschuss (BCBS 279) unterschiedliche Terminologie. Vor allem der bereits erwähnte Verzicht, auf das Konzept des „Hedging-set“ einzugehen, ist auffällig. Wir würden es begrüßen, wenn die FINMA die Terminologie des Basler Ausschusses übernehmen würde. Da sich der SA-CCR im FINMA-Rundschreiben sehr eng am Basler Standard orientiert, ist kein Grund ersichtlich, welcher ein Abweichen von der BCBS-Terminologie erklären würde. Wir erachten diese Vereinheitlichung als notwendig, um einen reibungslosen Austausch innerhalb der Bank, zwischen den Banken, zwischen FINMA und den Banken und auch zwischen FINMA und anderen Regulatoren zu gewährleisten.

### ***Rz 96: Aufsichtsrechtliche Parameter für den SA-CCR: Gold***

In Randziffer 96 wird Gold für die Aggregation der Add-ons als Rohstoff behandelt. Es stellt sich in diesem Zusammenhang die Frage, ob Gold neu zwingend analog den Rohstoffen zu behandeln ist, mit den entsprechenden Parametern (Volatilität 70%). Aus

Risikosicht und hinsichtlich der Handelsusancen wäre es sinnvoll, wenn Gold wie bis anhin als Währung behandelt werden könnte.

10

Wir bitten um eine diesbezügliche Klärung bzw. Präzisierung im Rundschreiben.

**Rz 111/112: Restlaufzeit M**

In Randziffer 111 gibt die FINMA vor, dass Laufzeitparameter in Jahren ausgedrückt werden müssen, und das Beispiel in Fussnote 8 deutet auf eine Umrechnung von Handelstagen zu Jahren durch die Division durch 250 hin.

In Bezug auf die Restlaufzeit M, welche als Input zur Kalkulation des Maturitätsfaktors dient, erachten wir diese Vorgabe als nicht notwendig und zudem im Widerspruch zum FAQ Dokument des Basler Ausschusses. Wir schlagen vor, dass die FINMA die Basler Klarstellung (BCBS d333, FAQ 4) in das Rundschreiben aufnimmt. Die Antwort des Basler Ausschusses besagt sinngemäss, dass die Restlaufzeit M konsistent gewählt werden muss, es aber keine Rolle spielt, ob diese in Jahren oder Tagen ausgedrückt wird. Somit sollte es jeder Bank überlassen sein, Jahre, Handelstage, oder Kalendertage, unter Berücksichtigung der relevanten Marktkonventionen, als Bemessungsgrundlage zu wählen.

**Rz 176: Anrechnung von Sicherheiten im einfachen Ansatz: Lebensversicherungen**

Die Anerkennung von Deckungen in der Form von Lebensversicherungspolice analog zu Garantien ist adäquat und wird begrüsst. Analog einer Garantie ist dabei aus Risikosicht auf die Bonität des Garantiegebers sowie die Durchsetzbarkeit des Pfandes, auch ohne Mitwirkung und gegen den Willen des Kreditnehmers und der versicherten Person, abzustellen. In Anlehnung an die Regulierung der Europäischen Union ist jedoch für die Durchsetzbarkeit und damit die risikomässige Behandlung nicht relevant, auf wessen Leben die Police lautet und dass die Lebensversicherung einen garantierten Rückkaufswert hat. Diese Einschränkungen, dass eine Anerkennung als Sicherheit nur möglich ist für Lebensversicherungen mit garantiertem Rückkaufswert, die auf das Leben des Kreditnehmers lauten, beantragen wir deshalb zu streichen.

Ferner schreibt die Randziffer 176 vor, dass die Police von einem Versicherungsunternehmen stammen muss, welches von einer anerkannten externen Ratingagentur beurteilt wurde. Diese Einschränkung verunmöglicht die Anrechnung von ungebundenen Lebensversicherungen von grösseren Schweizer Versicherungsunternehmen.

Wir schlagen vor, dass auch ungebundene Lebensversicherungen mit Rückkaufswert von durch die FINMA bewilligten Versicherungsunternehmen und -konzernen mit Domizil Schweiz ohne anerkanntes externes Rating als Sicherheit angerechnet werden können. Wir beantragen, dass bei diesen Instituten das gleiche Risikogewicht wie für Banken ohne Rating und Ursprungslaufzeit der Forderung > 3 Monate von 50% beigezogen werden kann.

Schliesslich fehlt im aktuellen Entwurf betreffend die Anerkennung von Lebensversicherungen als Sicherheiten die Anrechnung von verpfändeten Lebensversicherungspolicen, die zwar keinen garantierten Rückkaufswert haben, die sich aber in einem segregierten Konto gebucht bei der kreditgebenden Bank befinden („*Insurance Wrapper*“).<sup>1</sup> Der Wert (d.h. sowohl der Marktwert als auch der Belehnungswert) der der Police zugrundeliegenden Wertschriften kann aber durch die Bank genau gleich jederzeit beurteilt und überwacht werden, wie das beim klassischen Lombard-Kredit der Fall ist. Die formale Verpfändung der Police (statt direkt der zugrundeliegenden Wertschriften) führt zwar tatsächlich dazu, dass ein Margin Call und anschliessende Verwertung durch (Teil-)Rückkauf der Police via die Versicherung geschehen muss. Jedoch sind die vertraglichen Verpfändungsdokumente rechtlich so ausgestaltet, dass dies ein rein formales Prozedere ist, welches weder eine Intervention des Kunden benötigt noch durch ihn aufgehalten und innerhalb weniger Arbeitstage abgewickelt werden kann.

Somit hat die Bank schliesslich sowohl operativ als auch rechtlich die Möglichkeit, via (Teil-)Rückkauf auf die zugrundeliegenden Wertschriften zuzugreifen, und kann also diese vergleichbar wie beim klassischen Lombard-Kredit verwerten. Nur weil die Wertschriften nicht sofort, sondern erst in ein paar Tagen via Versicherung liquidiert werden können, ist es unserer Meinung nach störend, wenn der Kredit deswegen wie ein Blanko-Kredit aus Sicht der ERV behandelt wird. Dies ist gegenüber den ausländischen Regelungen zudem ein Wettbewerbsnachteil für Banken auf dem Finanzplatz Schweiz.

Wir beantragen daher, Kredite, welche durch eine verpfändete Police über einen bei der kreditgebenden Bank gebuchten Insurance Wrapper gedeckt sind, gleich zu behandeln, wie Kredite, welche eine Lombard-Wertschriftendeckung haben.

### **Rz 206: Anrechnung von Anlagefonds als Sicherheiten**

Gemäss der Tabelle in Randziffer 206 sind Effektenfonds/UCITS nur als Sicherheiten anerkannt, wenn sie ausschliesslich in Anlagen investieren, die ebenfalls anerkannt sind. Beziehungsweise gilt: Es muss der höchste Haircut angewendet werden, der auf ein Wertpapier anzuwenden ist, in das der Fonds investieren darf. Diese Regelung widerspricht den Vorgaben in der Europäischen Union (vgl. Art. 198 EU CRR), wonach in folgenden Fällen ebenfalls eine Anerkennung erfolgt:

- Grundsätzlich für VKV, welche Derivate ausschliesslich zum Hedging verwenden
- Falls ein VKV auch in nicht anerkannte Anlagen investiert im Sinne des Look Through-Ansatzes, sodass die anerkannten Sicherheiten des VKV angerechnet werden können, nicht aber die nicht anerkannten.

Diese Regelung ist risikoadäquat und konsistent mit dem Look-Through-Ansatz für VKV im Eigenbestand. Wir beantragen deshalb, für die Anerkennung von VKV als

---

<sup>1</sup> Pro memoria: Der Wert der Police entspricht dem Marktwert der im Insurance Wrapper gebuchten Wertschriften und ist somit von der Versicherung betraglich nicht garantiert, da der Marktwert von Wertschriften bekanntlich schwankt)

Sicherheiten im umfassenden Ansatz die erläuterte Ausweitung gemäss EU-Regelung vorzunehmen.

12

## **Rz 330 ff.: Angleichung an US-Basel III-Regulierung**

Viele Fonds halten Derivatkontrakte ausschliesslich, um Risiken (z.B. gewisse Währungsrisiken) abzusichern und nicht für spekulative Zwecke. Die Basel III-Regeln der USA tragen diesem Sachverhalt Rechnung und erlauben aus diesem Grund, Derivatkontrakte, die von Fonds gehalten werden, um Risiken abzusichern und zudem keinen materiellen Positionswert haben, aus der Berechnung auszuschliessen (U.S. Basel III, Federal Register / Vol. 78, No. 198, §53(d)).

Der volle Look-Through-Ansatz (LTA) sowie auch der mandatsbasierte Ansatz (MBA) stellen für Banken einen erheblichen Aufwand dar. Diesem Aufwand steht u.E. kein gerechtfertigter Nutzen im Sinne der adäquaten Erfassung und Bewertung von Risiken gegenüber. Deshalb schlagen wir eine Angleichung der FINMA-Regeln vor.

## **Rz 335 ff.: Unklarheiten betreffend Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen (VKV)**

Der Entwurfstext zum Look-Through-Ansatz enthält folgende Unklarheiten:

Die deutsche Version der Fussnote 17 (Rz 335) lautet: „Sind die Bedingungen von Art. 17 ERV erfüllt, so sind insbesondere auch die Vereinfachungen in Form des MBA zulässig“.

In der französischen Version lautet die Formulierung: «Si les conditions de l'art. 17 OFR sont remplies, le recours à l'ABM notamment est également autorisé.» resp. „Sind die Bedingungen von Art. 17 ERV erfüllt, so kann der MBA angewendet werden“.

Anders als im französischen Text hält somit die deutsche Version fest, dass verschiedenste Vereinfachungen zulässig sind, eine davon in Form des MBA.

Die folgende Formulierung in Randziffer 338 ist unseres Erachtens nicht eindeutig:

„Um Rz 337 zu erfüllen, müssen die zugrunde liegenden Positionen durch eine unabhängige Drittpartei oder durch die Hinterlegungsstelle (Verwahrer) oder die Depotbank oder in geeigneten Fällen die Fondsleitung(sgesellschaft) überprüft werden.“

Insbesondere ist uns nicht ersichtlich, was unter der Begrifflichkeit „in geeigneten Fällen“ zu verstehen ist.

Wir bitten die FINMA um eine diesbezügliche Präzisierung.

## **Rz 346: Bestimmungen für Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen (VKV-Anteile)**

13

In den neuen Bestimmungen für Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen wird im mandatsbasierten Ansatz geregelt, dass die Kreditäquivalente für Gegenparteikreditrisiken aus Derivatpositionen, die in Fonds gehalten werden, nach dem SA-CCR berechnet werden. Sind gewisse Angaben nicht verfügbar, um den SA-CCR gemäss Randziffern 31 – 119 zu berechnen, werden konservative Vereinfachungen vorgeschrieben. Zur Berechnung der aufsichtsrechtlichen Wiederbeschaffungskosten (RC) soll der Brutto-Nominalwert herangezogen werden. Sollte jedoch der PFE nicht genau berechnet werden können, sind die Vorgaben sehr offen formuliert und es heisst im Rundschreiben lediglich, dass konservative Vereinfachungen angewendet werden können.

Wir würden es begrüßen, wenn die FINMA hier zusätzliche Klärung schaffen würde, dass diese Vereinfachungen in Anlehnung an den vereinfachten SA-CCR (VSA-CCR) gemacht werden können. Zum Beispiel kann ein „BB“ Rating angenommen werden, wenn die Rating-Klassen nicht bekannt oder in den Anlagerichtlinien nicht genauer beschrieben sind.

Des Weiteren sind wir der Ansicht, dass auch Diversifikationseffekte, welche im SA-CCR explizit berücksichtigt werden, ebenso bei der Bestimmung der Default-Werte berücksichtigt werden sollten. Es ist nicht davon auszugehen, dass ein Fonds in lediglich ein einziges Investment bzw. in eine einzige Transaktion einer Risikofaktorkategorie investiert.

Betrachtet man zum Beispiel einen Fonds, der neben einem Obligationen-Portfolio auch in Kreditderivate investiert, ergibt sich eine Reduktion des PFE Add-ons um circa 20%, wenn man von zwei anstatt von nur einer Transaktion ausgeht. Mit anderen Worten, das aggregierte Add-on von zwei Kreditderivaten liegt 20% unter der Summe von zwei einzelnen Add-ons. Erhöht man die Annahme auf drei Kreditderivate, ergibt sich bereits ein Diversifikationseffekt in SA-CCR von ungefähr 30%, und bei sechs Transaktionen handelt es sich um eine Reduktion von nahezu 40%. Dieses Beispiel beschränkt sich nicht auf Kreditderivate und weil der SA-CCR diese Diversifikationseffekte explizit berücksichtigt, sollten sich diese auch im Default-Wert widerspiegeln. Wir würden eine Vorgabe von der FINMA in diesem Punkt begrüßen.

## **Rz 347: Gewichtung von verwalteten kollektiven Vermögen (VKV)**

Das Rundschreiben sieht in Randziffer 347 beim Fallback-Ansatz (FBA) für VKV im Bankenbuch eine Gewichtung von 1250% vor. Damit ist vom Basler Ausschuss eine vollständige Unterlegung solcher Positionen mit Eigenmitteln beabsichtigt, weil eine Gewichtung mit 1250% bekanntlich zu einer 100%igen Eigenmittelunterlegung führt (bspw. CHF 100-Engagement x 1250%-Gewichtung x 8% = CHF 100 Eigenmittelerfordernis = 100%ige Eigenmittelunterlegung).

Weil die FINMA jedoch die Gewichtung von 1250% übernimmt und in der Schweiz deutlich höhere Eigenmittelanforderungen (vgl. FINMA-RS 2011/2 „Eigenmittelpuffer und Kapitalplanung bei Banken“) gelten (bspw. Kategorie 3 = 12%, oder Kategorie 2

und 1 noch höher), ergibt sich beispielsweise für eine Kategorie 3-Bank bei einem Engagement von CHF 100 ein Eigenmittelerfordernis von CHF 150. Die Kombination aus einer Risikogewichtung mit 1250% und den schweizerischen kategorien-spezifischen Zusatzanforderungen würde also zu Eigenkapitalanforderungen führen, die in absoluten Beträgen höher liegen als die mit Eigenkapital zu unterlegenden Positionen selbst.

Eine solche Anforderung ist aus ökonomischer bzw. stabilitätspolitischer Sicht kaum zu rechtfertigen.

Wir sind uns bewusst, dass diese Thematik bereits im Rahmen der NAG „Basel III“ besprochen wurde. Die bisherigen Stellungnahmen der FINMA zu dieser Problematik erachten wir jedoch als zu wenig überzeugend.

Wir schlagen vor, den Text der Randziffer wie folgt anzupassen:

### **Textvorschlag Variante 1:**

*[FUNDS§80 (viii)] Ist weder der LTA noch der MBA umsetzbar, müssen Banken den FBA anwenden. Unter dem FBA wird für die VKV-Anteile das Risikogewicht gemäss der Formel*

$$\text{Risikogewicht} = 1250\% * \left( \frac{8\%}{\text{erforderliche Eigenmittelquote}} \right)$$

*angewandt, wobei die erforderliche Eigenmittelquote der Gesamteigenmittelquote der jeweiligen Bank gemäss ERV Art. 41 ohne Bst. c) entspricht.*

### **Textvorschlag Variante 2:**

*[FUNDS§80 (viii)] Ist weder der LTA noch der MBA umsetzbar, müssen Banken den FBA anwenden. Unter dem FBA kann wahlweise ein Risikogewicht von 1250% oder der direkte Abzug vom harten Kernkapital erfolgen.*

*ERV-Anpassung:*

*Art. 32 Bst. I. (neu): VKV-Anteile unter dem FBA (Fallback-Ansatz), wenn die Risikogewichtung von 1250% zu einer höheren Eigenmittelunterlegung führt.*

### **Rz 557: Behandlung von gestellten Sicherheiten des Clearing-Mitglieds**

Gemäss Randziffer 557 unterliegen gestellte Sicherheiten des Clearing-Mitglieds, die von einem Verwahrer gehalten werden und die gegenüber der QCCP insolvenzgesichert sind, nicht der Eigenmittelunterlegung des Gegenpartekreditrisikos gegenüber solchen insolvenzsicheren Verwahrern.

Wir bitten die FINMA um eine Klarstellung, ob darunter eine Risikogewichtung mit Null Prozent verstanden wird, oder ob der EAD auf Null gesetzt werden soll.

## **Rz 559: Beiträge an Ausfallfonds**

15

Randziffer 559 hält fest, dass für Banken, die als Clearing-Mitglieder einer QCCP agieren, die Mindesteigenmittel, die sich aus den expliziten und impliziten Verpflichtungen gegenüber dem Ausfallfonds der QCCP ergeben, entsprechend den Vorgaben des Basel III Textes berechnet werden.

Unseres Erachtens ist nicht klar, was unter „*expliziten und impliziten*“ Verpflichtungen zu verstehen ist. Falls eine Klarstellung im Text nicht möglich ist, sollten die Begriffe gestrichen werden.

\*\*\*

Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme unserer Stellungnahme und die Berücksichtigung unserer Überlegungen für die weiteren Arbeiten. Gerne stehen wir Ihnen für ergänzende Auskünfte zur Verfügung.

Freundliche Grüsse  
Schweizerische Bankiervereinigung



Rolf Brüggemann



Markus Staub

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD  
Herr Fritz Ammann  
Bundesgasse 3  
3003 Bern  
[regulierung@gs-efd.admin.ch](mailto:regulierung@gs-efd.admin.ch)

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Herr Dr. Uwe Steinhauser  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern  
[Uwe.steinhauser@finma.ch](mailto:Uwe.steinhauser@finma.ch)

Zürich, 15. September 2016

## **Vernehmlassung Eigenmittelverordnung (ERV) und Anhörung FINMA-Rundschreiben 17/xx – Kreditrisiken Banken**

Sehr geehrter Herr Ammann

Sehr geehrter Herr Steinhauser

Am 13. Juni 2016 haben Sie die Vernehmlassung für die Änderungen der Eigenmittelverordnung (ERV) sowie die Anhörung für die Totalrevision des FINMA-Rundschreibens 17/xx «Kreditrisiken Banken» eröffnet. Wir bedanken uns für die damit gewährte Möglichkeit, zum Vernehmlassungs- und Anhörungsentwurf Stellung zu nehmen und legen unsere Beurteilung nachfolgend gerne dar.

Die Revisionen verdeutlichen einmal mehr, wie gross die Herausforderung ist, die Regulierung in einer Weise weiterzuentwickeln, die folgende Anforderungen erfüllt

- Internationale Standards müssen grundsätzlich erfüllt werden;
- Den Geschäftsmodellen und Risikoprofilen jener Institute, die nicht systemrelevant sind und nicht zu den «International Big Players» gehören, ist Rechnung zu tragen;
- Bestehende Wettbewerbsverzerrungen, insbesondere gegenüber den Ländern der EU sind nicht zu verstärken, sondern zu reduzieren;
- Übermässige ausschliesslich technisch bedingte Regulierungskosten (z.B. aufgrund von kurzen Umsetzungsfristen und inkonsistenten Berechnungsmethoden für verschiedene regulatorische Berechnungen) sind zu vermeiden.

Diese Anforderungen werden unseres Erachtens mit den bestehenden Entwürfen nur teilweise erfüllt. Wir schlagen daher eine nochmalige Prüfung der nachfolgend aufgeführten Anpassungen vor. Die Punkte wurden in der nationalen Arbeitsgruppe bereits diskutiert und werden teilweise auch in der Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung, an deren Ausarbeitung wir mitgewirkt haben, behandelt.

## **Berücksichtigung der Geschäftsmodelle und Risikoprofile von nicht systemrelevanten, kleinen und mittelgrossen Instituten:**

- **SA-CCR und vereinfachter SA-CCR (Rundschreiben Rz 31):** Gegeben die enorme Komplexität und die sehr hohen Datenanforderungen des neuen SA-CCR ist die Einführung eines vereinfachten SA-CCR in jedem Fall erforderlich und wird begrüsst. Wir stellen jedoch fest, dass auch der vereinfachte Ansatz eine vergleichsweise hohe Komplexität aufweist und deshalb noch konsequenter zu vereinfachen ist. Eine Verwendung des vereinfachten Ansatzes sollte zudem dort möglich sein, wo aus Risikosicht eine vereinfachte Berechnung vertretbar ist. Für ein risikobasiertes Vorgehen ist damit ein Abstellen auf die Kategorisierung der Bank gemäss den sehr rudimentären Aufsichtskategorien ohne Risikobezug nicht sinnvoll. Vielmehr sind auf die zu unterliegenden Geschäfte und deren Risiken Bezug nehmende Masse anzuwenden für die Entscheidung, ob der SA-CCR anzuwenden ist oder ein Vorgehen nach dem vereinfachten SA-CCR möglich ist.
- **Behandlung von Fondspositionen unter dem vereinfachten («Fall Back»)- Ansatz (Rundschreiben Rz 332):** Analog dem vereinfachten SA CCR sieht der aktuelle Entwurf die Anwendung des vereinfachten Ansatzes nur vor für Banken der Aufsichtskategorien 4 und 5. Auch diese Anwendung einer „De Minimis“-Regelung basierend auf den rudimentären Aufsichtskategorien widerspricht dem Grundsatz einer Behandlung abhängig von der Relevanz des Risikos. Diese Behandlung führt im vorliegenden Fall dazu, dass eine Bank der Kategorie 3 mit einer Fondsposition x diese (bei Verzicht auf Look Through- resp. Mandats-basierten Ansatz) mit 1250% gewichtet, eine Bank der Kategorie 4 mit exakt identischer Position unter dem vereinfachten Ansatz jedoch eine Gewichtung von 250% anwendet, also eine Gewichtung, die um den Faktor 5 tiefer ist.

Schliesslich ist anzumerken, dass die Gewichtung der Fondsanteile unter dem Fall Back-Ansatz mit einem Faktor von 1250% im Vergleich zu anderen Anlageklassen und gegeben die Diversifikation und damit die geringere Volatilität grundsätzlich zu hoch ist. Zu berücksichtigen ist weiter, dass gemäss den von der FINMA für die einzelnen Aufsichtskategorien vorgegebenen Kapitalpuffern die Eigenmittelanforderungen über 8% liegen, so dass eine Gewichtung mit 1250% zu einer Eigenmittelanforderung führt, die grösser ist als der Positionswert. Um dies zu vermeiden wäre es mindestens erforderlich, einen Cap in Form des Positionswertes einzuführen oder alternativ einen Abzug von den Eigenen Mitteln im Umfang des Positionswertes zuzulassen.

## **Keine weitere Verstärkung, sondern Reduktion bestehender Wettbewerbsverzerrungen, insbesondere gegenüber den Ländern der EU:**

- **Anerkennung von Lebensversicherungs-Policen als Sicherheiten (Rundschreiben Rz 176):** Wir begrüssen grundsätzlich die Anerkennung von Deckungen in der Form von Lebensversicherungspolicen mit garantiertem Rückkaufwert analog Garantien. Der Entwurf berücksichtigt jedoch nicht, dass für die Durchsetzbarkeit des Pfandes und damit Qualität der Deckung nicht relevant ist, auf wessen Leben die Police lautet. Wir beantragen deshalb, die Einschränkung, dass eine Anerkennung als Sicherheit nur möglich ist für Lebensversicherungen, die auf das Leben des Kreditnehmers lauten, zu streichen.

Die Rz 176 im Entwurf schreibt zudem vor, dass die Police von einem Versicherungsunternehmen stammen muss, welches von einer anerkannten externen Ratingagentur beurteilt wurde. Diese verunmöglicht die Anrechnung von ungebundenen Lebensversicherungen von grösseren Schweizer Versicherungsunternehmen, deren Lebensversicherungsgesellschaften häufig kein Rating aufweisen. Wir schlagen vor, dass auch ungebundene Lebensversicherungen mit Rückkaufwert, von durch die FINMA bewilligten Versicherungsunternehmen und –konzernen mit Domizil Schweiz ohne anerkanntes externes Rating als Sicherheit angerechnet werden können, mit einer Risikogewichtung analog jener für Banken ohne Rating.

Grundsätzlich fehlt zudem im aktuellen Entwurf die Anerkennung von Lebensversicherungspolicen, die zwar keinen garantierten Rückkaufwert aufweisen, die aber in einem segregierten Konto bei der kreditgebenden Bank gebucht sind („Insurance Wrapper“). Auch in diesem Punkt besteht ein Wettbewerbsnachteil gegenüber den EU-Banken, welche auch diese Lebensversicherungspolicen als Deckung anrechnen können. Wir beantragen daher, Kredite, welche durch eine verpfändete Police über einen bei der kreditgebenden Bank gebuchten Insurance Wrapper gedeckt sind, gleich zu behandeln wie Kredite mit Lombard-Wertschriftendeckung.

- **Anerkennung von Anlagefonds als Sicherheiten im umfassenden Ansatz:**  
Gemäss der Tabelle in Rz 206 sind Effektenfonds/UCITS nur anerkannt, wenn sie ausschliesslich in Anlagen investieren, die ebenfalls anerkannt sind resp. es ist der höchste Haircut anzuwenden, der auf ein Wertpapier anzuwenden ist, in das der Fonds investieren darf. Diese Regelung widerspricht der Regelung in der EU (Art. 198 EU CCR), wonach unter bestimmten Voraussetzungen eine Anerkennung erfolgt. Wir beantragen deshalb, für die Anerkennung von VKV als Sicherheiten im umfassenden Ansatz die erläuterte Ausweitung gemäss EU-Regelung vorzunehmen.

#### **Vermeidung übermässiger Regulierungskosten aufgrund von kurzen Umsetzungsfristen und inkonsistenten Berechnungsmethoden für verschiedene regulatorische Berechnungen:**

- **Berechnungen für Derivate unter den Risikoverteilungsvorschriften (ERV Art. 107, Erläuterungsbericht S. 8/17):**  
Art. 107 ERV sowie die Erläuterungen auf S. 8/17 halten fest, dass der neue SA CCR ausschliesslich für die Eigenmittelvorschriften anzuwenden ist. Für die Risikoverteilungsvorschriften ist bis auf Weiteres der bisherige Ansatz für die Bestimmung der Exposures aus Derivaten anzuwenden. Diese zwingende Dualität der aufsichtsrechtlichen Exposureberechnung für Derivate wird für viele Banken hohe zusätzliche Aufwendungen, höhere Komplexität und schwierige Abstimmungen erfordern, ohne jeglichen Zusatznutzen. Wir schlagen deshalb vor, es den einzelnen Banken freizustellen, ob und ab wann der neue SA CCR auch für die Berechnung der Risikoverteilungspositionen verwendet wird. Zwingend wird eine Anwendung spätestens nach Revision der entsprechenden regulatorischen Vorgaben sein.
- **Übergangsbestimmungen: Umsetzungsfrist (Rz 566):** Gegeben die enorme Komplexität sowie die sehr hohen Datenanforderungen sowohl für den neuen SA CCR wie auch die neuen Ansätze für die Unterlegung der Anlagefonds im Bankenbuch, ist die Implementierungsfrist zwischen Publikation der finalen Vorgaben Ende dieses Jahres und Umsetzung per 1. Juli 2017, mit nur etwa 6 Monaten zu knapp angemessen. Zudem benachteiligt sie die Banken, welche bereits heute den SA CCR anwenden gegenüber jenen, die bis Ende 2018 den SA CH anwenden. Es wird vorgeschlagen, die Übergangsfrist auf mindestens 12 Monate auszudehnen, ein Inkrafttreten per 1.1.2017 und eine zwingende Anwendung per 1.1.2018 vorzusehen.

Für die Prüfung unserer Vorschläge bedanken wir uns und stehen für Fragen und weitere Informationen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Dr. Pascal Gentinetta



Geschäftsführer

Simon Binder



Public Policy Manager

## Geschäftsstelle

Wallstrasse 8  
Postfach  
CH-4002 Basel

Telefon 061 206 66 66  
Telefax 061 206 66 67  
E-Mail vskb@vskb.ch



**Verband Schweizerischer Kantonalbanken**  
**Union des Banques Cantonales Suisses**  
**Unione delle Banche Cantionali Svizzere**

Eidgenössisches Finanzdepartement  
EFD  
Herr Fritz Ammann  
Bundesgasse 3  
CH-3003 Bern

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht  
FINMA  
Herr Uwe Steinhauser  
Laupenstrasse 27  
CH-3003 Bern

Datum 15. September 2016  
Kontaktperson Jacopo Buss

### **Stellungnahme der Kantonalbanken zur Totalrevision des FINMA-Rundschreibens «Kreditrisiken Banken» und zu den Änderungen der Eigenmittelverordnung**

Sehr geehrter Herr Ammann  
Sehr geehrter Herr Steinhauser

Am 13. Juni 2016 haben das Eidgenössische Finanzdepartement (EFD) und die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (FINMA) die Vernehmlassung zur Änderung der Eigenmittelverordnung bzw. die Anhörung zur Totalrevision des Rundschreibens «Kreditrisiken Banken» eröffnet und interessierte Kreise zur Stellungnahme eingeladen. Wir danken Ihnen für die Erarbeitung der Revisionsentwürfe (im Folgenden «Entwurf») und die Gelegenheit, unsere Positionen und Überlegungen einbringen zu können. Ausserdem möchten wir uns an dieser Stelle ausdrücklich für den frühzeitigen Einbezug der Bankenvertreter und den konstruktiven Dialog bei der Ausarbeitung des Entwurfs in der Nationalen Arbeitsgruppe bedanken.

Grundsätzlich unterstützen wir in dieser Sache die Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung, an der wir mitgewirkt haben. Mit dem vorliegenden Schreiben möchten wir die für die Kantonalbanken besonders wichtigen Punkte zusätzlich herausstreichen sowie ergänzende Punkte einbringen.

#### **A      GENERELLE BEMERKUNGEN**

Besorgt stellen wir fest, dass Banken in immer kürzeren Abständen mit neuen Vorgaben des Basler Ausschusses und deren Nachvollzug in den Schweizer Regelwerken konfrontiert werden, einhergehend mit zumeist sehr kurzen Umsetzungsfristen. Im Bestreben nach einer noch besseren Risikosensitivität werden neue Modelle und Methoden eingeführt, die die alten

teilweise vollständig ersetzen - obwohl letztere noch vor kurzem als wichtige und zielführende Neuerungen kommuniziert wurden. Wir stellen dabei fest, dass diese Modelle immer sophistizierter und komplexer werden, mit der Folge kontinuierlich steigenden Umsetzungsaufwands.

Mit der Komplexität und dem Detaillierungsgrad der Regulierung steigt gleichzeitig die Skepsis über deren Wirksamkeit und Effektivität. So bergen unseres Erachtens zu engmaschige und umfangreiche regulatorischen Vorgaben die Gefahr der Vereinheitlichung des Bankgeschäfts und dessen Risikomessung. Darüber hinaus sind gerade kleinere und mittlere Banken überproportional von den höheren Umsetzungskosten betroffen. In der letzten Krise war aber gerade die Diversität der Institute in der Schweiz die grösste Stütze und Stabilitätsfaktor unseres Finanzplatzes. Die FINMA sollte diese Entwicklung deshalb sehr kritisch hinterfragen und den Schweizer Finanzplatz vor sinnfreien «Verbesserungen» unbedingt bewahren.

In Anbetracht der Marktentwicklungen und der Erkenntnisse der letzten Jahre im Bereich der Kreditrisiken ist die Notwendigkeit einer Anpassung des Rundschreibens zu den Kreditrisiken aus dem Jahr 2008 nachvollziehbar. Die Kantonalbanken unterstützen grundsätzlich eine griffige, risikogerechte und differenzierte Bankenregulierung. Einigen Neuerungen im Revisionsentwurf stehen wir allerdings kritisch gegenüber, da die Massnahmen im Hinblick auf die zu lösende Problematik unverhältnismässig und nicht sachgerecht sind.

## **B FÜR DIE KANTONALBANKEN ZENTRALE THEMEN**

### **1. Umsetzung des Proportionalitätsprinzips**

Wir begrüssen das ausdrückliche Bekenntnis der FINMA zum Proportionalitätsprinzip, demzufolge kleineren Instituten (Aufsichtskategorie 4 und 5) für die Berechnung der Kreditäquivalente von Derivaten und bei kollektiven Vermögen im Bankenbuch vereinfachte Verfahren möglich sind. Dies ist aus unserer Sicht aber nicht ausreichend.

Die vereinfachten Verfahren sollten unbedingt auch Banken der Kategorie 3, die nur über wenige solcher Exposures verfügen, zugänglich gemacht werden. In diesem Zusammenhang weisen wir einmal mehr darauf hin, dass die bestehende Aufsichtskategorisierung als Differenzierungsgrundlage aus Risikosicht ungenügend ist. Massgeblich sind im vorliegenden Fall insbes. die Volumina der Derivatpositionen (z.B. Kontraktvolumen < CHF 50 Mrd.) resp. der kollektiven Vermögen im Bankenbuch (z.B. < CHF 500 Mio.). Insofern fordern wir, dass Banken der Kategorie 3, die unter diesen Schwellenwerten liegen, gleich wie Banken der Kategorien 4 und 5 behandelt werden und von Erleichterungen profitieren können.

### **2. Umsetzungsfrist**

Die Fristen für die Umsetzung dieser technisch sehr anspruchsvollen Neuerungen sind unangemessen kurz. Damit den Banken eine ordentliche Umsetzung im Rahmen ihrer normalen Projekt-Prozesse möglich ist, erachten wir die Dauer von mindestens einem Jahr zwischen Veröffentlichung der definitiven Vorschriften (ERV und Rundschreiben) und Umsetzungszeitpunkt als zwingend notwendig. Wir gehen davon aus, dass das definitive Rundschreiben

17/xx erst gegen Ende des Jahres 2016 vorliegen wird, was entsprechend berücksichtigt werden muss.

Wir fordern deshalb, dass das Datum der Inkraftsetzung per 01.01.2017 im Einklang mit dem Basler Ausschuss unverändert bleibt, dass die Übergangsfrist nicht nur für die Verbriefungstransaktionen, sondern auch für alle anderen Neuerungen (Risikogewichtung für Derivate und verwaltete kollektive Vermögen im Bankenbuch) jedoch **mindestens** auf den 01.01.2018 ausgedehnt wird.

### 3. Standardansatz für die Kreditäquivalente von Derivaten (SA-CCR) (Rz 31ff.)

Aus der vollständigen Übernahme des internationalen Regelwerks zur Berechnung der Kreditäquivalente von Derivaten resultieren sehr hohe methodische und systemtechnische Herausforderungen und Aufwendungen.

Während Banken der Aufsichtskategorien 4 und 5 einen vereinfachten SA-CCR anwenden können, haben mittelgrosse Banken der Kategorie 3 – u.a. Kantonalbanken – mit ebenfalls kleineren Derivatepositionen den vollständigen, sehr komplexen SA-CCR umzusetzen. Wir erachten dies als unverhältnismässig, zumal das Eidgenössische Finanzdepartement (EFD) selbst die quantitativen Auswirkungen des neuen Ansatzes auf die Mindesteigenmittel als beschränkt einschätzt, da bei den meisten Banken Derivatepositionen nur einen kleinen Anteil am Kreditrisiko ausmachen und die Grossbanken mit grösseren Derivatepositionen einen von der FINMA bewilligten institutsspezifischen Ansatz anwenden (vgl. S. 7 Erläuterungsbericht EFD).

Die hohen Umsetzungsanforderungen und Systemkosten sowie auch die hohe Komplexität des neuen Standardansatzes für Kreditäquivalente von Derivaten steht für eine mittelgrosse Bank der Aufsichtskategorie 3 in keinem angemessenen Verhältnis zu den beabsichtigten Verbesserungen bzw. Beseitigung der identifizierten Mängel bei der Eigenmittelunterlegung bei Derivaten. Es sollte deshalb im Grundsatz auch für eine Bank der Aufsichtskategorie 3 möglich sein, die vereinfachte Form des SA-CCR gemäss neuem Anhang 5 des FINMA-RS «Kreditrisiken Banken» anzuwenden. Die Anwendbarkeit des vereinfachten SA-CCR sollte sich zudem, wie oben bereits angemerkt, nicht ausschliesslich auf die Aufsichtskategorie beziehen, sondern vielmehr auch auf das Volumen bzw. die Zusammensetzung des Derivateportfolios einer Bank.

Wir fordern deshalb, wie bereits unter Punkt 1 erwähnt, dass auch Banken der Kategorie 3 mit Kontraktvolumen von weniger als CHF 50 Mrd. von den vereinfachten Regeln nach Rz 31 resp. Anhang 5 profitieren dürfen. Dabei sind Derivate ohne Wiederbeschaffungswert in der Rechnungslegung (z.B. Futures) sinnvollerweise auszunehmen.

Um kleinen Banken eine ständige Anpassung der Berechnungsmethoden und damit viel Aufwand und Kosten zu ersparen, fordern wir zudem, dass statt des vereinfachten SA-CCR die bisherige Marktwertmethode beibehalten werden kann, diese jedoch allenfalls mit einem Gewichtungsfaktor (als zusätzliche Sicherheit) zu versehen ist.

Mit Einführung der neuen Methodik SA-CCR für die Berechnung der Eigenmittelunterlegung von Derivaten ergibt sich eine Inkonsistenz zwischen Eigenmittelunterlegung, Risikoverteilung und Leverage Ratio (siehe auch ERV Art. 56-58 bzw. Art. 107). Die Banken werden gezwungen, für Derivate unterschiedliche Berechnungsmethoden in der Eigenmittelunterlegung, der Risikoverteilung und der Leverage Ratio anzuwenden, was zu einem signifikanten technischen und finanziellen Mehraufwand führt.

Die Kantonalbanken fordern deshalb, dass die Banken während der Übergangsperiode zwischen 01.01.2017 und 31.12.2018 den (vereinfachten) SA-CCR auch bei der Berechnung der Risikoverteilung und der Leverage Ratio anwenden können.

#### **4. Eigenmittelunterlegung für Anteile an verwalteten kollektiven Vermögen (VKV) (Rz 330ff.)**

Die Verschärfungen in der Eigenmittelunterlegung sind hauptsächlich auf die Umgehung von höheren Eigenmittelvorschriften für Verbriefungspositionen bei manchen Grossbanken zurückzuführen (vgl. S. 9 Erläuterungsbericht der FINMA). Mit den vorgestellten Verfahren «Look-Through-Ansatz» (LTA), «Mandatsbasierter Ansatz» (MBA) und «Fallback-Ansatz» (FBA) werden jedoch einmal mehr alle Banken der Kategorien 1 bis 3 auf unangemessene Weise abgestraft. Die Verfahren LTA und MBA sind derart komplex und anspruchsvoll, dass sie – wenn überhaupt – nur bei einfacheren, homogenen Fonds eingesetzt werden können. Der überwiegende Anteil der Banken wird daher gezwungen sein, auf den FBA auszuweichen.

Der FBA wiederum sieht eine unserer Meinung nach unangemessene Risikogewichtung von 1250% vor. Die Differenz zu den höchsten Risikogewichten für Aktienpositionen (100%-150% SA-BIZ oder 400% IRB) können wir nicht nachvollziehen. Dass diversifizierte kollektive Vermögen drei bis zwölffach höher als Aktienpositionen gewichtet werden sollen, entbehrt unserer Meinung nach jeder Grundlage. Hinzu kommt, dass die betroffenen Positionen der VKV meistens unter die strikte Regulierung des Kollektivanlagengesetzes fallen, welche unter anderem die Bewilligung der FINMA für den Vertrieb der Fondsanteile verlangt.

Konkret bedeutet die Anwendung des FBA für die VKV, dass die Banken für ein Investment von CHF 100 Eigenkapital im Umfang von CHF 150 (Kategorie-3-Bank) bis CHF 180 (Kategorie-2-Bank) halten müssen. Das ist unverhältnismässig hoch, da es weit über einem maximalen Verlust liegt, und entspricht somit auch nicht dem Sinn des Basler Textes, welcher für die VKV ein Verhältnis von Investment und Eigenmittel von 1 zu 1 vorsieht.

Wir fordern, wie bereits unter Punkt 1 erwähnt, dass die Anwendung des vereinfachten Ansatzes (Rz 348) auf Banken der Kategorie 1 bis 3 ausgedehnt wird, sofern deren kollektive Vermögen im Bankenbuch < CHF 500 Mio. betragen.

Zudem sollen die erforderlichen Eigenmittel gemäss ERV Art. 41 (ohne lit. c) im FBA auf den maximal möglichen Verlust – und damit dem eigentlichen Sinn des Basler Textes entsprechend – korrigiert werden. Wir schlagen dazu die Umsetzung einer der nachfolgenden Varianten vor:

Variante 1:

Rz. 347: [FUNDS§80 (viii)]: Ist weder der LTA noch der MBA umsetzbar, müssen Banken den FBA anwenden. Unter dem FBA wird für die VKV-Anteile das Risikogewicht gemäss der Formel

$$RW = 1250\% * \left( \frac{8\%}{\text{erforderliche Eigenmittelquote}} \right)$$

angewendet, wobei die erforderliche Eigenmittelquote der Gesamteigenmittelquote der jeweiligen Bank gemäss ERV Art. 41 (ohne lit. c) entspricht.

Variante 2:

Rz. 347 [FUNDS§80 (viii)]: Ist weder der LTA noch der MBA umsetzbar, müssen Banken den FBA anwenden. Unter dem FBA kann wahlweise ein Risikogewicht von 1250% oder der direkte Abzug vom harten Kernkapital erfolgen.

ERV-Anpassung:

Art. 32 Bst. I. (neu): VKV-Anteile unter dem FBA, wenn die Risikogewichtung von 1250% zu einer höheren Eigenmittelunterlegung führt.

Der komplexe LTA wird zusätzlich durch Rz 338 erschwert, wonach «zugrunde liegende Positionen durch eine unabhängige Drittpartei oder durch die Hinterlegungsstelle oder die Depotbank» überprüft werden müssen. Der Aufwand für eine solche Prüfung durch Drittparteien ist für die Banken und Fondsgesellschaften enorm hoch.

Wir schlagen vor, Rz 338 wie folgt zu formulieren:

«...Um Rz 337 zu erfüllen, müssen die zugrunde liegenden Positionen durch eine unabhängige Drittpartei oder durch die Hinterlegungsstelle (Verwahrer) oder die Depotbank oder in geeigneten Fällen die Fondsleitung(sgesellschaft) **alle zwei Jahre** überprüft werden.»

Sowohl im LTA als auch im MBA sind bei in verwalteten kollektiven Vermögen gehaltenen Derivaten die entsprechenden Kreditäquivalente gemäss dem SA-CCR zu berechnen. Im mandatsbasierten Ansatz sind hier «konservative Vereinfachungen» möglich, konkretere Angaben dazu fehlen jedoch. Bei der Umsetzung des sehr komplexen LTA verbleiben ausserdem offene Umsetzungsfragen. So interpretieren wir den Text dahingehend, dass bei einer Index-Option im VKV nur das Gegenparteikreditrisiko als Position ausgewiesen werden muss, ohne die Einzelkomponenten des Index (z.B. SMI Titel) berücksichtigen zu müssen.

Wir schlagen vor, den Text entsprechend klar zu präzisieren. Ebenfalls zu präzisieren ist Rz 330, wonach die Bestimmungen für VKV-Anteile **im Bankenbuch** gelten sollten (analog Rz 331).

Die notwendigen Angaben für die komplexe Berechnung der Kreditäquivalente gemäss SA-CCR von in den VKV gehaltenen Derivaten werden der einzelnen Bank faktisch nie verfügbar

sein. Damit wird der LTA und MBA bei VKV mit Derivaten praktisch unmöglich umzusetzen sein.

Wir erachten deshalb bei in den VKV gehaltenen Derivaten eine Vereinfachung bzw. Standardisierung ähnlich wie bei den CVA-Eigenmittelanforderungen (vgl. Rz 340), bspw. mittels eines geeigneten Multiplikators, als notwendig.

## 5. Diverses

Nachfolgend machen wir Sie auf verschiedene kleinere Fehler und Problempunkte aufmerksam:

- Rz 42: Tippfehler Rz Verweis «46-0»
- Rz 65: Bei der Berechnung des Optionsdeltas können sich im aktuellen Negativzins-Umfeld Probleme mit der vorliegenden Formel ergeben (Logarithmus von 0 oder negativen Zahl). Die FINMA hat der Zürcher Kantonalbank eine Alternative mit Lambda vorgeschlagen, die nun aber nicht in das Rundschreiben Eingang gefunden hat. Diese Ergänzung sollte noch vorgenommen werden.
- Rz 67: Tippfehler Rz Verweis «0»
- Rz 92: Tippfehler Rz Verweis «0»
- Rz 95: Tippfehler Rz Verweis «0»
- Rz 100: Tippfehler Rz Verweis «0»
- Rz 116: Ergänzung «...so ist entsprechend den dortigen Bestimmungen **die** längere Mindesthaltungsdauer anzusetzen.»
- Rz 326; 327: bisher gab es in Rz 249 die Regelung für First to Default Swaps mit einem Basket Rating (FDS) sowie differenzierten Risikogewichten nach Ratingklassen. Diese Bestimmung wurde im neuen Rundschreiben wohl fälschlicherweise weggelassen und muss noch integriert werden.
- Rz 386: Die Coverage Ratio wird nach wie vor mit 90% definiert, womit der Vernehmlassung «Reducing the variation in Risk Weights» aus der BCBS nicht Rechnung getragen wird. Es sollte in Erwägung gezogen werden, eine neue Definition dieser Grenze vorzunehmen oder zumindest eine offenere Formulierung zu wählen.
- Rz 387 und 388: Da die Übergangsphase längst abgelaufen ist, könnten diese Randziffern gestrichen werden.

Stellungnahme der Kantonalbanken zur Totalrevision des FINMA-Rundschreibens «Kreditrisiken Banken» und zu den Änderungen der Eigenmittelverordnung

- Rz 494: Tippfehler Rz Verweis «3132»
- Anhang 3: Damit Spalten 1 und 2 richtig verstanden werden können, sollte eine entsprechende Spaltenüberschrift und, wie im alten Rundschreiben, eine einleitende Beschreibung der Tabelle eingefügt werden.

Wir bedanken uns für die wohlwollende Prüfung unserer Kommentare und Anliegen. Für allfällige Rückfragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Verband Schweizerischer Kantonalbanken



Hanspeter Hess  
Direktor



Dr. Adrian Steiner  
Leiter Public Affairs